



HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Direction de la réglementation
et des affaires juridiques

Bureau de la réglementation et des élections

GUIDE PRATIQUE À L'USAGE DES MAIRES

Mise à jour : novembre 2016

ANIMAUX DOMESTIQUES ERRANTS CHIENS DANGEREUX

Textes applicables :

- Loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux
- Code rural et de la pêche maritime, articles L.211-11 (à l'exception du 3^{ème} alinéa du II) à L.211-27, L.215-1 à L.215-5 et L.275-5 à L.275-9
- Code de l'environnement de la Polynésie française
- Arrêté n° HC 1927 DRCL du 22 décembre 2009 abrogeant l'arrêté n°HC 1581 DRCL du 19 novembre 2008 et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L.211-12 du code rural et de la pêche maritime, pour la Polynésie française
- Arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n°2008-582 du 20 juin 2008
- Arrêté n°HC 1928 DRCL du 22 décembre 2009 fixant les conditions d'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude
- Arrêté n°HC 1929 DRCL du 22 décembre 2009 fixant les conditions du déroulement de la formation requise pour l'obtention de l'attestation d'aptitude
- Arrêté n°48 CM du 9 septembre 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial
- Arrêté n°1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie
- Arrêté n°2297 CM du 15 décembre 2009 relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste en vue de réaliser l'évaluation comportementale des chiens dans le cadre de l'article L.211-12-1 du code rural et de la pêche maritime
- Circulaire n°HC/1696/08/DRCL/sm du 11 décembre 2008 relative à la législation sur les chiens dangereux

La divagation des animaux domestiques et la circulation des chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories sont susceptibles d'engendrer des risques pour les animaux domestiques et les personnes.

Vous devez, par conséquent, pour éviter tout accident, prendre les mesures qui s'imposent. A défaut, votre responsabilité, ainsi que celle de la commune, pourraient être engagées.

Ce guide réalisé par les services du haut-commissariat constitue un outil vous présentant, selon les circonstances, les moyens à votre disposition pour agir rapidement.

SOMMAIRE

Fiches thématiques

Fiche 1 :	Animaux errants et divagants	page 3
Fiche 2 :	Les fourrières	page 4
Fiche 3 :	Animaux susceptibles de présenter ou présentant un danger pour les personnes et les animaux domestiques	page 6
Fiche 4 :	Cas de morsure	page 8
Fiche 5 :	Obligation du propriétaire des chiens de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégories	page 9
Fiche 6 :	Permis de détention des chiens de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégories	page 11
Fiche 7 :	Evaluation comportementale	page 13
Fiche 8 :	Formation et attestation d'aptitude	page 14
Fiche 9 :	Sanctions pénales	page 16

Annexes

Annexe 1 :	Pièces à joindre à la demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée de la 1 ^{ère} classe	page 18
Annexe 2 :	Aide à la catégorisation des chiens	page 21
Annexe 3 :	Evaluation comportementale – liste des vétérinaires agréés	page 23
Annexe 4 :	Attestation d'aptitude – liste des formateurs agréés	page 24
Annexe 5 :	Formulaire de demande de permis de détention	page 25
Annexe 6 :	Formulaire de demande de permis provisoire de détention	page 27

Modèles d'arrêtés et courriers

Modèle 1 :	Arrêté municipal portant interdiction de divagation des chiens errants et dangereux	page 29
Modèle 2 :	Délibération instituant une tarification pour les frais de capture, de garde et d'euthanasie des animaux errants identifiés	page 31
Modèle 3 :	Arrêté municipal ordonnant la capture et le placement d'un chien dangereux du fait de son errance	page 33
Modèle 4 :	Arrêté municipal portant mise en demeure d'effectuer une évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14-1	page 34
Modèle 5 :	Courrier au propriétaire du chien dans le cadre de la procédure contradictoire pour mise en dépôt à la suite de divagations répétées ou pour animaux susceptibles d'être dangereux	page 35
Modèle 6 :	Arrêté municipal ordonnant le placement d'un chien dangereux	page 36
Modèle 7 :	Arrêté municipal ordonnant l'euthanasie d'un chien dangereux	page 37
Modèle 8 :	Arrêté municipal portant délivrance d'un permis de détention mentionné à l'article L.211-14	page 38
Modèle 9 :	Arrêté municipal portant délivrance d'un permis provisoire de détention d'un chien mentionné à l'article L.211-14	page 40

Textes

Texte 1 :	Code rural et de la pêche maritime – partie législative (extension en Polynésie française de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux)	page 42
Texte 2 :	Arrêté n°HC 1927 DRCL du 22 décembre 2009 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L.211-12 du code rural et de la pêche maritime	page 52
Texte 3 :	Arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris en application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n°2008-582 du 20 juin 2008	page 56
Texte 4 :	Arrêté n°HC 1928 DRCL du 22 décembre 2009 fixant les conditions d'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude	page 60
Texte 5 :	Arrêté n°HC 1929 DRCL du 22 décembre 2009 fixant les conditions du déroulement de la formation requise pour l'obtention de l'attestation d'aptitude	Page 64
Texte 6 :	Arrêté n°48 CM du 9 septembre 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial	page 66
Texte 7 :	Arrêté n°1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie	page 72
Texte 8 :	Arrêté n°2297 CM du 15 décembre 2009 relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste en vue de réaliser l'évaluation comportementale des chiens dans le cadre de l'article L.211-12-1 du code rural et de la pêche maritime	page 80

FICHE 1 : ANIMAUX ERRANTS ET DIVAGANTS
(application des articles L.211-19-1 et suivants du code rural et
de la pêche maritime,
arrêté n°HC/1636/DRCL du 4/12/08)

Cette fiche concerne tous les animaux (vaches, chiens, chats, etc.) susceptibles de divaguer dans la commune
(voir aussi fiche 3 pour les chiens)

Principe :

La divagation des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité est interdite (cf. article L.211-19-1 du code rural et de la pêche maritime).

Est notamment considéré comme divaguant (article L.211-23) :

- tout chien qui, en dehors d'une action de chasse ou de la garde ou de la protection du troupeau, n'est plus sous la surveillance effective de son maître, se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel ou qui est éloigné de son propriétaire d'une distance dépassant 100 mètres;
- tout chat non identifié trouvé à plus de 200 mètres des habitations ou trouvé à plus de 1 000 mètres du domicile de son maître et qui n'est pas sous la surveillance immédiate de celui-ci, ainsi que tout chat dont le propriétaire n'est pas connu et qui est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui.

Pouvoirs du maire :

Le maire :

- prend toutes les dispositions pour empêcher la divagation des animaux en ordonnant par exemple que les chiens soient tenus en laisse ou qu'ils soient muselés (cf. article L.211-22). Un modèle d'arrêté vous est proposé page 29.
- peut faire saisir les animaux et les faire conduire dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci (fourrière, agriculteur conciliant) (cf. article L.211-11 et L.211-14-2). Le propriétaire de l'animal doit alors être recherché ou contacté (cf. article L.211-25).
A l'issue d'un délai franc de garde de 8 jours ouvrés au lieu de dépôt (ce délai peut-être ramené à 4 jours – cf. §III de l'article 9 de l'arrêté 1636 DRCL), l'animal non réclamé par son propriétaire est considéré comme abandonné (cf. articles L.211-21, L.211-25, L.211-26). Il peut alors être cédé par le gestionnaire du lieu de dépôt ou euthanasié (cf. article L.211-20).

NB : les chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories qui divaguent sont considérés comme présentant un danger grave et immédiat (voir fiche 3, page 6).

La fourrière :

- Chaque commune doit disposer (article L.211-24) :
 - ❖ soit d'une fourrière communale apte à l'accueil et à la garde des chiens et chats trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme du délai fixé ci-dessus (de 4 à 8 jours francs);
 - ❖ soit du service d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune, avec l'accord de cette commune.
- Chaque fourrière doit avoir une capacité adaptée aux besoins de chaque commune et fixée par arrêté municipal.
- Les modalités de création et de fonctionnement d'une fourrière, prévues par le code de l'environnement de Polynésie française et l'arrêté 1469 CM du 03/09/09 modifié, font l'objet de la fiche 2 (page 4).

Prise en charge des frais afférents aux opérations de capture, transport, placement et euthanasie :

- Ces frais sont intégralement mis à la charge du propriétaire du chien ou de son détenteur (modèle 2, page 31);
- Le gestionnaire du dépôt envoie sa facture directement au propriétaire ou au détenteur du chien (cf. § III de l'article L.211-11).

FICHE 2 : LES FOURRIÈRES
(application du code de l'environnement de la Polynésie française
et de l'arrêté n° 1469 CM du 03/09/2009 modifié)

L'ouverture d'une fourrière est soumise à l'obtention de deux autorisations :

- I. autorisation d'exploitation d'une installation classée. La demande est formulée auprès du directeur de l'environnement.
- II. agrément des locaux délivré par le ministre en charge de l'agriculture. La demande d'agrément doit être déposée au département qualité alimentaire et de l'action vétérinaire (DQAAV).

I. Installations classées (article D.221-11 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française) :

Les fourrières de 10 à 50 animaux sont des installations classées de 2^{ème} classe.

Les fourrières de plus de 50 animaux sont des installations classées de 1^{ère} classe.

Nota : ne sont pris en compte que les chiens âgés de plus de 4 mois.

Nul ne peut exploiter une installation sans disposer d'une autorisation, quelle que soit la classe à laquelle elle est soumise, après instruction menée par la direction de l'environnement.

Si la fourrière comporte entre 10 et 50 animaux, il conviendra de présenter un dossier de demande pour une installation de 2ème classe :

- Le dossier de demande, adressé au directeur de l'environnement, indique les informations suivantes :
 - ❖ s'il s'agit d'une personne physique : ses nom, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, ainsi que la qualité du signataire ;
 - ❖ le lieu et la localité d'implantation de l'installation ;
 - ❖ la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.
- Les pièces à joindre sont indiquées dans l'article A. 221-25 du code de l'environnement (annexe 1, page 18).
- L'autorisation ou le refus d'autorisation, pour les installations de la 2ème classe, est délivrée à l'intéressé par arrêté du Président du gouvernement. L'arrêté d'autorisation est publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Si la fourrière comporte plus de 50 animaux, il conviendra de monter un dossier de demande pour une installation de 1^{ère} classe :

- Le dossier de demande d'autorisation, adressé au directeur de l'environnement, indique les informations suivantes (cf. article A 222-1 du code de l'environnement de la PF) :
 - ❖ s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
 - ❖ l'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
 - ❖ la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;
 - ❖ les procédés de fabrication que le demandeur mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation. Le cas échéant, le demandeur pourra adresser en exemplaire unique et sous pli séparé les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation des secrets de fabrication.
- Les pièces à joindre sont indiquées dans l'article A.222-2 du code de l'environnement (annexe 1, page 19).
- L'autorisation d'exploitation est délivrée par le président du gouvernement, après enquête préalable effectuée par l'administration relative aux incidences éventuelles du projet, notamment pour le voisinage et la santé, la sécurité et la salubrité publiques, avis du maire et avis de la commission des installations classées (cf. article A.222-4 à 222-10 du code de l'environnement de PF)

II. Demande d'agrément auprès du ministre en charge de l'agriculture :

- Les fourrières doivent faire l'objet d'un agrément délivré par le ministre en charge de l'agriculture auprès du chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire (DQAAV) (cf. article 5 de l'arrêté n°1469 CM du 3/09/2009 modifié).
- La demande d'agrément, déposée auprès du département qualité alimentaire et action vétérinaire (DQAAV), est accompagnée des pièces suivantes :
 - ❖ le plan d'ensemble de l'établissement;
 - ❖ la description détaillée des locaux ou des installations fixes ou mobiles de l'établissement et leur capacité d'hébergement;
 - ❖ la description des aménagements permettant d'assurer la salubrité et l'hygiène des locaux ou des installations;
 - ❖ la description des aménagements permettant d'assurer la protection des animaux contre des animaux dangereux de même espèce ou d'autres espèces naturellement hostiles;
 - ❖ la description des agencements relatifs à l'approvisionnement en eau propre, en éclairage et à la ventilation des locaux ou des installations;
 - ❖ la description des installations vétérinaires permettant d'assurer des soins médicaux ou chirurgicaux aux animaux.
- Le dossier est instruit par un vétérinaire du DQAAV dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier (cf. article 7 de l'arrêté n°1469 CM du 3/09/2009 modifié).
- L'agrément est délivré par arrêté du ministre en charge de l'agriculture, publié au Journal officiel de la Polynésie française et notifié au demandeur. Il détaille les types d'animaux pour lesquels il est accordé, ainsi que le numéro d'agrément (cf. article 7 de l'arrêté n°1469 CM du 3/09/2009 modifié).

Conditions de détention des animaux (article 15 de l'arrêté n°1469 CM modifié) :

1. L'identification par tatouage est obligatoire pour tous les chiens et chats non déjà régulièrement identifiés qui transitent par une fourrière. Les frais inhérents sont à la charge des propriétaires.
2. Les dispositions efficaces doivent être prises pour lutter contre la fuite des animaux, pour lutter contre les parasites, les insectes et les rongeurs et pour s'opposer à la propagation des bruits et des odeurs.
3. Les locaux d'hébergement doivent notamment :
 - être appropriés à la taille des animaux et doivent comporter une zone ombragée. La clôture ne doit pas avoir une hauteur inférieure à 2m :
 - ❖ pour les chiens : la surface doit au moins être de 5 m² par animal
 - ❖ pour les chats : la surface doit être au moins de 2m² par animal avec une plateforme en hauteur et un griffoir.
 - les plafonds et murs doivent être en matériaux résistants et offrir une surface étanche et facilement lavable et désinfectable. Le sol doit être uniforme, imperméable, avec une surface non glissante et facile à laver. Il doit avoir une pente suffisante et au minimum de 3% pour assurer l'écoulement facile des liquides, déjections et eaux de lavage vers un orifice d'évacuation;
 - disposer d'un éclairage naturel ou artificiel adéquat pour satisfaire aux exigences biologiques et comportementales des animaux.
4. Les autres dispositions de l'article 15 sont à consulter dans l'arrêté n°1469 CM du 3/09/2009 modifié joint en texte 7 (page 75) : entretien des locaux, du matériel utilisé, des litières, niches et cages, règlement sanitaire, surveillance sanitaire, gestion des cadavres d'animaux, mise en place d'un registre de suivis des animaux (entrée, sortie, naissance, mort, interventions des vétérinaires etc.)

Conditions de financement :

Le fonds intercommunal de péréquation pourra être sollicité pour le financement des investissements dans les conditions suivantes :

- le financement des études : taux de droit commun des études, à savoir 80%;
- le financement des travaux : le comité des finances locales n'a pas fixé de taux de financement. Il examinera les dossiers au cas par cas afin d'arrêter le montant de sa participation.

Le fonds intercommunal de péréquation ne pourra pas être sollicité pour le financement des frais de fonctionnement.

Cependant, la commune pourra instaurer par une délibération du conseil municipal une redevance forfaitaire pour les frais de capture et de garde et éventuellement d'euthanasie des animaux concernés (modèle 2, page 31).

FICHE 3 : ANIMAUX SUSCEPTIBLES DE PRÉSENTER OU PRÉSENTANT UN DANGER POUR LES PERSONNES ET LES ANIMAUX DOMESTIQUES

(articles L.211-11 à L.211-13, L.211-14-2, L.211-16 et L.211-25 du code rural et de la pêche maritime, article 1^{er} de l'arrêté n°HC/1636/DRCL du 4/12/08)

I. Animaux susceptibles, compte tenu des modalités de leur garde, de présenter un danger pour les personnes et les animaux domestiques

Les pouvoirs du maire :

Le maire, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne, dispose d'un certain nombre de prérogatives pour prévenir les risques que font courir les animaux susceptibles de présenter un danger.

1. Lorsqu'il y a morsure : voir fiche n°4 en page 8 (cf. article L.211-14-2).
2. En l'absence de morsure, le maire peut (article L.211-11) :
 - prescrire (par lettre ou arrêté) au propriétaire ou au détenteur de l'animal des mesures de nature à prévenir le danger (ex : mise en place ou réparation d'une clôture, tenue en laisse, etc.);
 - prescrire une évaluation comportementale (fiche 7, page 13 et modèle 4, page 34). A l'issue de cette évaluation, le maire n'est pas tenu de suivre l'avis du vétérinaire;
 - imposer à son propriétaire ou à son détenteur de suivre la formation et d'obtenir l'attestation d'aptitude (fiche 8, page 14);
 - en cas d'inexécution des mesures prescrites ci-dessus, placer par arrêté l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci. La procédure contradictoire devra être respectée (lettre au propriétaire ou au détenteur pour lui demander ses observations sur les mesures envisagées - modèle 5, page 35), sauf en cas d'urgence caractérisée par un danger grave et immédiat (voir ci-dessous "animaux présentant un danger grave et immédiat").

Si le propriétaire ou le détenteur de l'animal ne présente pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites dans un délai de 8 jours à compter de l'arrêté de placement, le maire :

 - demande l'avis d'un vétérinaire désigné par le service de développement rural;
 - et autorise le gestionnaire du lieu de dépôt :
 - soit à faire procéder à l'euthanasie. Le responsable du lieu de dépôt propose au service du développement rural un ou plusieurs vétérinaires en vue de leur mandatement pour pratiquer l'euthanasie ;
 - soit en disposer dans les conditions prévues au §II de l'article L.211-25 du code rural et de la pêche maritime (cession en vue d'adoption).

II. Animaux présentant un danger grave et immédiat pour les personnes et les animaux domestiques

Est réputé présenter un danger grave et immédiat (articles L.211-11 à L.211-13 et L.211-16) :

- le chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie détenu par un mineur, un majeur sous tutelle, une personne condamnée pour crime ou condamnée à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour un délit inscrit au bulletin n°2 du casier judiciaire, ou bien encore les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée;
- le chien de 1^{ère} catégorie qui accède aux transports en commun et aux lieux publics (à l'exception de la voie publique) et aux locaux ouverts au public ou qui stationne dans les parties communes des immeubles collectifs;
- le chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie qui circule sur la voie publique et dans les parties communes des immeubles collectifs sans être muselé et tenu en laisse par une personne majeure;
- le chien de 2^{ème} catégorie qui se trouve dans un lieu public, local ouvert au public ou transport en commun sans être muselé;
- le chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie dont le propriétaire n'est pas titulaire de l'attestation d'aptitude.

Les pouvoirs du maire :

Le maire peut dans ce cadre (§II de l'article L.211-11) :

- ordonner par arrêté que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à la garde de celui-ci (modèle 6, page 36).
- faire procéder par arrêté à son euthanasie (modèle 7, page 37) dans les conditions suivantes :
 - le responsable du lieu de dépôt propose au service du développement rural un ou plusieurs vétérinaires en vue de leur mandatement pour pratiquer l'euthanasie;
 - l'arrêté municipal doit viser l'article L.211-11-II et caractériser le danger grave et immédiat notamment par l'un des motifs énumérés ci-dessus.

Prise en charge des frais afférents aux opérations de capture, transport, placement et euthanasie (§III de l'article L.211-11) :

- ces frais sont intégralement mis à la charge du propriétaire ou du détenteur de l'animal (modèle 2, page 31);
- le gestionnaire du dépôt envoie sa facture directement au propriétaire ou au détenteur de l'animal.

Accompagnement des forces de l'ordre pour la capture de l'animal :

Les services de police ou de gendarmerie ne pourront apporter leur concours pour la capture à l'intérieur du domicile du propriétaire ou du détenteur du chien que si le comportement de l'animal est constitutif d'un crime ou d'un délit ou en cas d'état de nécessité et de légitime défense pour eux-mêmes ou pour autrui. Dans tous les autres cas, le juge doit être saisi pour permettre l'exécution forcée de l'arrêté du maire.

FICHE 4 : CAS DE MORSURE
(article L.211-14-2 du code rural et de la pêche maritime)

Tout fait de morsure par un chien quelle que soit sa race doit être déclaré à la mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal.

Aucun modèle de déclaration n'est prévu. Les informations suivantes pourront être demandées par le maire : nom et adresse du propriétaire, identification et âge du chien, vaccination éventuelle, assurance.

Le propriétaire ou le détenteur doit soumettre le chien à une évaluation comportementale (fiche 7, page 13).

Les pouvoirs du maire :

Le maire peut:

- à la suite de l'évaluation comportementale, imposer au propriétaire de suivre la formation et d'obtenir l'attestation d'aptitude (fiche 8, page 14);
- si le propriétaire ne s'est pas soumis à ces obligations, ordonner le placement de l'animal dans un lieu de dépôt adapté à la garde de celui-ci;
- en cas de danger grave et immédiat, faire procéder à l'euthanasie de l'animal.

Prise en charge des frais afférents aux opérations de capture, transport, placement et euthanasie (§III de l'article L.211-11) :

- Ces frais sont intégralement mis à la charge de son propriétaire ou de son détenteur (modèle 2, page 31);
- Le gestionnaire du dépôt envoie sa facture directement au propriétaire ou au détenteur du chien.

Accompagnement des forces de l'ordre pour la capture de l'animal :

Les services de police ou de gendarmerie ne pourront apporter leur concours pour la capture à l'intérieur du domicile du propriétaire ou du détenteur du chien, que si le comportement de l'animal est constitutif d'un crime ou d'un délit ou en cas d'état de nécessité et de légitime défense pour eux-mêmes ou pour autrui. Dans tous les autres cas, le juge doit être saisi pour permettre l'exécution forcée de l'arrêté du maire.

**FICHE 5 : OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE
DES CHIENS DE 1^{ère} et 2^{ème} CATÉGORIES**

(articles L. 211-12, L.211-13, L.211-13-1, L.211-14, L. 211-15, L. 211-16 du code rural et de la pêche maritime, arrêté n°HC 1927 DRCL du 22/12/2009, articles 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL du 4/12/2008)

CHIENS DE LA 1^{ère} CATÉGORIE :

- Les chiens relevant de la 1^{ère} catégorie sont des chiens d'attaque (article 2 de l'arrêté 1927 DRCL du 22/12/09) :
 - ❖ Chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race American Staffordshire terrier sans être inscrits sur un livre généalogique reconnu par la fédération cynologique internationale (chiens communément appelés "pit-bulls") ;
 - ❖ Chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Rottweiler, sans être inscrits sur un livre généalogique reconnu par la fédération cynologique internationale.

- Interdictions (article L.211-15 du code rural et de la pêche maritime) :
 - ❖ d'acquisition ;
 - ❖ de cession à titre gratuit ou onéreux ;
 - ❖ d'importation et introduction sur le territoire de la Polynésie française.

- Obligations du propriétaire ou du détenteur (articles L.211-14, L. 211-15, L. 211-16 du code rural et de la pêche maritime, articles 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4/12/08) :
 - ❖ être titulaire d'une attestation d'aptitude (fiche 8, page 14) ; (cf. §I de l'article L.211-13-1 et article 3 de l'arrêté 1636)
 - ❖ soumettre le chien à une évaluation comportementale (fiche 7, page 13) ; (cf. §II de l'article L.211-13-1 et article 6 de l'arrêté 1636)
 - ❖ disposer d'un permis de détention (fiche 6, page 11) (modèle 8, page 38) ; (cf. §I de l'article L.211-14 et article 4 de l'arrêté 1636)
 - ❖ stérilisation des chiens mâles et femelles : elle ne peut s'opérer que par voie chirurgicale et de manière irréversible. (cf. §II de l'article L.211-15 et article 7 de l'arrêté 1636)

- Circulation (article L.211-16) :
 - ❖ Interdictions :
 - ✓ d'accès aux transports en commun, aux lieux publics (sauf voies publiques), aux locaux ouverts au public;
 - ✓ de stationnement dans les parties communes des immeubles collectifs.
 - ❖ autorisations sous conditions :
 - ✓ les chiens peuvent circuler sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs à conditions d'être muselés et tenus en laisse par une personne majeure.

CHIENS DE LA 2^{ème} CATÉGORIE :

- Les chiens relevant de la 2^{ème} catégorie sont des chiens de garde et de défense (cf. article 3 de l'arrêté 1927 DRCL du 22/12/09) :
 - ❖ les chiens de race American Staffordshire terrier ;
 - ❖ les chiens de race Rottweiler ;
 - ❖ à l'exception des Rottweilers, les chiens de race molossoïdes de type dogue listées sous la section 2.1 de la nomenclature des races fixées par la fédération cynologique internationale ou ceux qui leur sont assimilables par leurs caractéristiques morphologiques, dont le poids standard (ou à défaut le poids moyen) du mâle adulte est de plus de 40 kg (annexe 2, page 21).
- Obligations du propriétaire ou du détenteur (articles L.211-14, L. 211-15, L. 211-16 du code rural et de la pêche maritime, articles 4, 5 et 6 de l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4/12/08) :
 - ❖ être titulaire d'une attestation d'aptitude (fiche 8, page 14) (cf. §I de l'article L.211-13-1 et article 3 de l'arrêté 1636) ;
 - ❖ soumettre le chien à une évaluation comportementale (fiche 7, page 13) (cf. §II de l'article L.211-13-1 et article 6 de l'arrêté 1636) ;
 - ❖ disposer d'un permis de détention (fiche 6, page 11 et modèle 8, page 38) (cf. §I de l'article L.211-14 et article 4 de l'arrêté 1636).
- Circulation (article L.211-16) :
 - ❖ les chiens doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs, dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.



Les propriétaires ou détenteurs de chiens de 2^{ème} catégorie doivent produire tout document prouvant l'inscription de l'animal à un livre d'origines. A défaut, le chien pourra être classé en 1^{ère} catégorie

DISPOSITIONS COMMUNES AUX CHIENS DES 1^{ère} ET 2^{ème} CATÉGORIES :

- Ne peuvent détenir des chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories (article L.211-13 du code rural et de la pêche maritime) :
 - ❖ les personnes âgées de moins de 18 ans;
 - ❖ les majeurs sous tutelle à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le juge des tutelles;
 - ❖ les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour un délit inscrit au bulletin n°2 du casier judiciaire ou pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent;
 - ❖ les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée parce qu'elle présentait un danger pour les biens et les personnes.
- Obligations concernant les chiots de 1^{ère} et 2^{ème} catégories :
 - ❖ avant l'âge de douze mois : réalisation d'une évaluation comportementale (cf. §II de l'article L.211-13-1) ;
 - ❖ avant l'âge de 8 mois : l'évaluation comportementale ne pouvant être réalisée, le propriétaire ou le détenteur du chien doit solliciter un permis de détention provisoire auprès de la mairie (fiche 6, page 11 et modèle 9, page 40) (cf. alinéa 2° du §II de l'article L.211-14).
- En cas de changement de lieu de résidence, le permis de détention doit être présenté à la mairie du nouveau lieu de résidence (cf. §I de l'article L.211-14).

FICHE 6 : PERMIS DE DÉTENTION DES CHIENS DE 1^{ère} ET 2^{ème} CATÉGORIES

(article L.211-14 du code rural et de la pêche maritime,
article 4 de l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4/12/08)

I. PERMIS DE DÉTENTION (modèle 8, page 38) :

La détention des chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories est subordonnée à la délivrance d'un permis de détention par le maire de la commune où le propriétaire ou le détenteur de l'animal réside (cf. §I de l'article L.211-14 et I de l'article 4 de l'arrêté 1636).

Pièces à fournir par le propriétaire ou le détenteur du chien (§II de l'article L.211-14) :

- identification du chien (cf. article 13 et suivants de l'arrêté n°48CM du 9/01/2004, texte 6, page 66)
- vaccination antirabique en cours de validité
- assurance garantissant la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- attestation de la stérilisation pour les chiens de 1^{ère} catégorie
- attestation d'aptitude
- conclusions de l'évaluation comportementale

Délivrance du permis :

Le permis prend la forme d'un arrêté municipal qui précise les coordonnées du propriétaire, la compagnie d'assurance et le numéro du contrat « responsabilité civile », la date d'obtention de l'attestation d'aptitude liée à la formation sur l'éducation et le comportement canin et la fiche d'identité du chien mentionnant notamment la date de l'évaluation comportementale.

Refus de délivrance :

Le maire peut refuser la délivrance du permis de détention si les résultats de l'évaluation comportementale le justifient (cf. alinéa 2° du II de l'article L.211-14).



La demande d'un permis de détention ne peut être faite que par le propriétaire ou le détenteur du chien (formulaires joints en annexes 5 et 6, pages 25 et 27). Ces formulaires sont disponibles sur le site du haut-commissariat de la République en Polynésie française : www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr (rubrique démarches locales – chiens dangereux)

II. PERMIS DE DETENTION PROVISOIRE (modèle 9, page 40)

(§II de l'article L.211-14 et §II de l'article 4 de l'arrêté 1636)

Le permis de détention provisoire concerne les chiens âgés de moins de 1 an dont l'évaluation comportementale n'a pas encore pu être réalisée.

Il indique :

- ❖ le nom et l'adresse du propriétaire ou du détenteur
- ❖ l'âge, le sexe, le type, le n° d'identification et la catégorie du chien
- ❖ la date d'expiration de permis provisoire au 1^{er} anniversaire du chien.

III. DUREE DE VALIDITE

Le permis de détention n'a pas de durée de validité. Cependant, le propriétaire du chien doit en permanence vérifier qu'il remplit les conditions pour le détenir (ex : assurance ou évaluation comportementale en cours de validité). A défaut, son permis peut lui être retiré.

IV. DÉFAUT DE PERMIS DE DÉTENTION (§IV de l'article L.211-14) :

En cas de constatation du défaut de permis de détention, le maire peut mettre en demeure le propriétaire ou le détenteur du chien de procéder à la régularisation de la situation dans le délai d'un mois au plus.

A défaut de régularisation dans ce délai :

- le maire peut ordonner que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil ou à la garde de celui-ci;
- le maire peut faire procéder sans délai et sans nouvelle mise en demeure à l'euthanasie de l'animal. Le responsable du lieu de dépôt propose au service du développement rural un ou plusieurs vétérinaires en vue de leur mandatement pour pratiquer l'euthanasie.

Prise en charge des frais afférents aux opérations de capture, transport, placement et euthanasie (§III de l'article L.211-11) :

- Ces frais sont intégralement mis à la charge du propriétaire ou du détenteur du chien (modèle 2, page 31) ;
- Le gestionnaire du dépôt envoie sa facture directement au propriétaire ou au détenteur du chien.

Accompagnement des forces de l'ordre pour la capture de l'animal :

Les services de police ou de gendarmerie ne pourront apporter leur concours pour la capture à l'intérieur du domicile du propriétaire ou du détenteur du chien, que si le comportement de l'animal est constitutif d'un crime ou d'un délit ou en cas d'état de nécessité et de légitime défense pour eux-mêmes ou pour autrui. Dans tous les autres cas, le juge doit être saisi pour permettre l'exécution forcée de l'arrêté du maire.

FICHE 7 : ÉVALUATION COMPORTEMENTALE

(articles L.211-13-1, L.211-14-1 du code rural et de la pêche maritime, article 6 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL du 4/12/08, arrêté 8416 MAA du 5 septembre 2014 relatif à la liste des vétérinaires habilités à réaliser l'évaluation comportementale des chiens)

L'évaluation comportementale a pour objet d'apprécier le danger potentiel que peut présenter un chien. Elle est effectuée sur des chiens préalablement identifiés (article L.211-14-1 et §I de l'article 6 de l'arrêté HC/1636/DRCL).

Cette évaluation est obligatoire :

- pour tous les chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories âgés de 8 à 12 mois (§II de l'article L.211-13-1) ;
- pour tous les chiens qui ont mordu (article L.211-14-2).

Elle peut également être demandée par le maire pour tout chien qu'il désigne comme susceptible de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques (§I de l'article L.211-11).

Cette évaluation, qui peut être utile en dehors des situations d'urgence, permet au maire, le cas échéant, de prescrire des mesures de garde du chien en vue de prévenir le danger éventuel qu'il présente. Cette évaluation peut être utile en dehors des situations d'urgence.

La demande d'évaluation prend alors la forme d'un arrêté municipal prescrivant au propriétaire ou au détenteur de faire procéder à l'évaluation comportementale de son chien (modèle 4, page 34).

Réalisation de l'évaluation par le vétérinaire :

- choix du vétérinaire par le propriétaire ou le détenteur sur la liste établie par le service de développement rural (arrêté 8416 MAA du 5 septembre 2014) (annexe 3, page 23). L'évaluation se fait à l'adresse professionnelle du vétérinaire choisi sauf autre choix proposé par le vétérinaire (le vétérinaire choisi est tenu de réaliser l'évaluation sauf clause de conscience ou motifs tels qu'injures graves ou défaut de paiement).
- contenu de l'évaluation (§II de l'article 6 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL) :
 - ❖ l'évaluation doit préciser le classement selon 4 niveaux de dangerosité du chien (du niveau 1 "pas de risque particulier" au niveau 4 "dangerosité élevée") ;
 - ❖ les conséquences et les conditions de renouvellement de l'évaluation en fonction du classement du chien (mesures préventives pour diminuer la dangerosité du chien, recommandations pour limiter les contacts avec certaines personnes, conseil de placement de l'animal dans un lieu adapté ou euthanasie si le chien présente un niveau de risque 4 etc.).
- transmission par le vétérinaire des informations relatives à l'évaluation comportementale (§II de l'article 6 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL) :
 - ❖ inscription au fichier territorial canin;
 - ❖ transmission au propriétaire ou au détenteur du chien du résultat de l'évaluation et des recommandations;
 - ❖ transmission au maire de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur du chien et le cas échéant au maire qui a demandé l'évaluation comportementale.

Renouvellement de l'évaluation comportementale (§III de l'article 6 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL) :

Le propriétaire ou le détenteur d'un chien mentionné à l'article L.211-12 est tenu de renouveler l'évaluation comportementale dans les conditions suivantes :

- le chien est classé au niveau du risque 2, renouvellement dans un délai maximum de 3 ans ;
- le chien est classé au niveau de risque 3, renouvellement dans un délai maximum de 2 ans ;
- le chien est classé au niveau de risque 4, renouvellement dans le délai maximum de 1 an.

Prise en charge des frais afférents à l'évaluation comportementale (article L.211-14-1) :

Ils sont à la charge du propriétaire du chien.

FICHE 8 : FORMATION ET ATTESTATION D'APTITUDE

(article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime,
 article 3 de l'arrêté n°HC/1636/DRCL du 4/12/08,
 arrêtés n°HC 1928 DRCL du 22/12/09 et n°HC 1929 DRCL du 22/12/09)

Le propriétaire ou le détenteur d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie est tenu d'être titulaire d'une attestation d'aptitude sanctionnant une formation portant sur l'éducation et le comportement canins, ainsi que sur la prévention des accidents (article L.211-13-1).

Personnes habilitées à délivrer l'attestation d'aptitude (article 3 de l'arrêté HC/1636/DRCL) :

- Les personnes physiques ou morales délivrant l'attestation d'aptitude sont agréées pour une durée de cinq ans par le haut-commissaire.
- La liste des personnes habilitées (annexe 4, page 24) est tenue à disposition du public dans les locaux et sur le site internet du haut-commissariat de la République en Polynésie française, du service de développement rural, des vétérinaires et des mairies.

La formation (arrêté HC/1929/DRCL) :

- Sa composition :
 - une partie théorique relative à la connaissance des chiens et de la relation entre le maître et le chien, aux comportements agressifs et à leur prévention;
 - une partie pratique consistant en des démonstrations et des mises en situation.
- Sa durée : huit heures.
- Nombre de stagiaires : 20 au maximum sans les chiens et 10 au maximum avec les chiens.
- Son déroulement : le formateur adapte le déroulement du programme de la formation en fonction du groupe de stagiaires.
 - ❖ formation sans les chiens des propriétaires : le formateur doit disposer de 2 chiens pour permettre des démonstrations pratiques et des mises en situation;
 - ❖ formation en présence des chiens des propriétaires : le formateur est responsable des locaux et du terrain de démonstration, appréciés au regard du bien-être animal et de la sécurité des personnes.
- Le contenu de la formation :
 - ❖ Rappel des objectifs et enjeux :
 - ✓ laisser s'exprimer les stagiaires sur ce thème et sur les raisons qui les ont motivés pour l'acquisition d'un tel chien;
 - ✓ responsabiliser les propriétaires de chiens en les informant sur leurs devoirs;
 - ✓ informer sur la prévention comme seule méthode pour prévenir les risques d'agression;
 - ✓ présenter le milieu professionnel et associatif relatif aux chiens et à la relation entre le maître et le chien (vétérinaires, éducateurs, professionnels de la vente et de l'élevage, moniteurs de club, etc).
 - ❖ Connaissances sur le chien et la relation entre le maître et le chien :
 - ✓ expliquer les caractéristiques du chien, prédateur carnivore vivant en groupe;
 - ✓ informer sur l'origine des différents types de chiens, notamment ceux concernés par la loi du 20 juin 2008;
 - ✓ présenter les principales caractéristiques du développement comportemental;
 - ✓ expliquer les particularités d'une communication entre le chien et l'homme;
 - ✓ expliquer les bases des mécanismes des apprentissages du chien par conditionnement et autres méthodes;
 - ✓ expliquer la nécessité d'éduquer le chien par le biais de ces apprentissages pour l'harmonie de la relation entre le maître et le chien dans tous les contextes de la vie privée et publique.

- ❖ Comportements agressifs et leur prévention :
 - ✓ présenter les différentes origines des comportements agressifs (relationnelle, développementale ou médicale);
 - ✓ prévenir les comportements agressifs;
 - ✓ expliquer l'importance du choix du chiot;
 - ✓ expliquer le comportement à tenir en cas d'agression (les interlocuteurs, la prise en charge du chien agressif).
- ❖ Faire des démonstrations et des mises en situation d'apprentissage de bonnes pratiques :
 - ✓ la marche au pied en laisse;
 - ✓ les ordres de base;
 - ✓ la mise en place et la dépose de la muselière;
 - ✓ les techniques spécifiques lors des rencontres avec des inconnus et/ou des congénères;
 - ✓ les techniques spécifiques dans des situations de la vie urbaine, notamment la position assise devant les passages protégés, position tranquille dans un lieu public.

L'attestation d'aptitude (§VII de l'article 3 de l'arrêté HC/1636/DRCL) :

- A l'issue de la formation, le formateur délivre l'attestation d'aptitude aux stagiaires ayant acquis les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la détention d'un chien de 1^{ère} et 2^{ème} catégories ou d'un chien n'appartenant pas à ces catégories lorsque la formation a été prescrite par l'autorité municipale.
- Contenu de l'attestation d'aptitude :
 - ❖ les noms, prénoms et adresse de la personne ayant suivi la formation
 - ❖ le lieu, la date et l'intitulé de la formation
 - ❖ le numéro et la date d'agrément délivré par le haut-commissaire à l'organisme formateur
 - ❖ la signature et le cachet de l'organisme formateur
- Trois exemplaires :
 - ❖ un remis au stagiaire
 - ❖ un transmis au haut-commissaire de la République
 - ❖ un conservé au centre de formation.

Prise en charge des frais afférents à la formation et à la délivrance de l'attestation d'aptitude (article L.211-13-1) :

- ces frais sont intégralement mis à la charge du propriétaire ou du détenteur du chien.

FICHE 9 : SANCTIONS PÉNALES

Faits pouvant être punis de peine d'emprisonnement et/ou d'une amende :Sanctions auxquelles s'expose un propriétaire ou un détenteur de chien lorsque son animal a commis une agression :

- infraction d'homicide involontaire (article 221-6-2 du code pénal)
 - peine pouvant aller jusqu'à 7 ans d'emprisonnement et à 100 000 euros d'amende (11 933 000 F CFP)
- infraction d'atteinte involontaire à l'intégrité de la personne ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de 3 mois (article 222-19-2 du code pénal) :
 - peine pouvant aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende (8 949 750 F CFP)
- Infraction d'atteinte involontaire à l'intégrité de la personne ayant entraîné une incapacité totale de travail de moins de 3 mois (article 222-20-2 du code pénal) :
 - peine pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende (5 369 850 F CFP)

Sanctions auxquelles s'expose un propriétaire ou un détenteur de chien pour non respect de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime :

- détention d'un chien de 1^{ère} et 2^{ème} catégories par une personne qui n'en a pas le droit (cf. article L.211-13 : mineurs, majeurs en tutelle, personnes condamnées pour crime ou délit, personnes auxquelles la garde d'un chien a été retirée) (article L.215-1 du code rural et de la pêche maritime) :
 - peine de 6 mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende (894 900 CFP);
 - peines complémentaires possibles : confiscation du chien et interdiction de détenir un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie.
- Acquérir, céder à titre onéreux ou gratuit, importer ou introduire en Polynésie française des chiens de 1^{ère} catégorie (article L.215-2 du code rural et de la pêche maritime) :
 - peine de 6 mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende (1 789 900 CFP);
 - peines complémentaires possibles : confiscation du chien et interdiction de détenir un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie, interdiction d'exercer une activité professionnelle lorsque les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour commettre l'infraction.
- Défaut de stérilisation d'un chien de 1^{ère} catégorie (article L.215-2 du code rural et de la pêche maritime) :
 - peine de 6 mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende (1 789 900 CFP);
 - peines complémentaires possibles : confiscation du chien et interdiction de détenir un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie, interdiction d'exercer une activité professionnelle lorsque les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour commettre l'infraction.

Faits pouvant être punis des peines prévues pour les contraventions de la 4^{ème} classe : 750 euros (§III de l'article R.215-2 du code rural et de la pêche maritime)

- ne pas avoir procédé à la demande de permis de détention.

Faits pouvant être punis des peines prévues pour les contraventions de la 3^{ème} classe : 450 euros (§II de l'article R.215-2 du code rural et de la pêche maritime)

- ne pas être couvert par une assurance garantissant la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- ne pas avoir fait procéder à la vaccination contre la rage
- ne pas présenter le permis de détention à toute réquisition des forces de police ou de gendarmerie
- ne pas avoir fait procéder à l'identification de l'animal.

Faits pouvant être punis des peines prévues pour les contraventions de la 2^{ème} classe : 150 euros (§I de l'article R.215-2 du code rural et de la pêche maritime)

- détenir un chien de 1^{ère} catégorie dans des transports en commun, des lieux publics (sauf voies publiques) et des locaux ouverts au public;
- laisser stationner un chien de 1^{ère} catégorie dans les parties communes des immeubles collectifs;
- laisser un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie non muselé ou non tenu en laisse par une personne majeure sur la voie publique, dans les lieux publics, locaux ouverts au public ou transports en commun.



Le contrevenant peut bénéficier du régime de l'amende forfaitaire (article R.49 du code de procédure pénale) s'il s'acquitte dans les 45 jours du montant de son amende sans contester l'infraction :

- contravention de 2^{ème} classe : 35 euros (au lieu de 150 euros);
- contravention de 3^{ème} classe : 68 euros (au lieu de 450 euros);
- contravention de 4^{ème} classe : 135 euros (au lieu de 750 euros).



ANNEXE 1
DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
(code de l'environnement de la Polynésie française)

**PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION D'UNE
INSTALLATION CLASSÉE DE LA 2ème CLASSE (FOURRIERE DE 10 A 50 ANIMAUX)**
(Article A 221-25 du code de l'environnement de la Polynésie française)

A la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

- 1° Un plan de situation précisant les abords de l'installation jusqu'à une distance de 100 mètres.
Un plan de masse au 1/500ème, accompagné de légendes et au besoin de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et égouts. L'échelle peut, avec l'accord du directeur de l'environnement, être réduite au 1/1.000ème.
- 2° Une note précisant le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toute nature ainsi que l'élimination des déchets et résidus d'exploitation.
Cette note indique également les dispositions prévues en cas de sinistre. Les mesures de prévention sont dûment justifiées.
- 3° Une note précisant les protocoles de réception des animaux jusqu'à leur élimination, les équipements d'accueil, les dispositions de nettoyage des équipements ainsi que les fréquences (produits...), les modes d'élimination ou de traitement des effluents, l'effectif des salariés qu'il envisage d'affecter aux différentes opérations.
- 4° Un extrait de cadastre rénové ou, lorsque le projet d'installation n'est pas situé dans une zone soumise à conservation cadastrale, un titre de propriété ou tout document prouvant le droit d'utilisation du sol par le demandeur, assorti des autorisations d'occupations éventuellement nécessaires.
- 5° Une note de renseignements d'aménagement datant de moins de 6 mois concernant le terrain, indiquant si l'installation est compatible avec la zone.
- 6° Soit une attestation de dépôt de la demande de permis de travaux immobiliers lorsque l'obtention de celui-ci est nécessaire, délivrée par le maire, soit une copie du permis de travaux immobiliers ou du certificat de conformité lorsque l'installation est prévue dans un aménagement ou une construction en cours ou existant.
- 7° L'avis du maire de la commune concernée.
- 8° Le document attestant, en cas de présence d'un/des poteau(x) d'incendie normalisé(s) à moins de 150 mètres de l'installation, sa/leur conformité à la norme applicable.
- 9° Le cas échéant, l'autorisation d'abattage d'arbres.
- 10° Le cas échéant, le N° T.A.H.I.T.I de l'exploitant.
- 11° Une estimation du montant global de projet à titre indicatif.

**PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION D'UNE
INSTALLATION CLASSÉE DE LA 1ère CLASSE (FOURRIERE DE PLUS 50 ANIMAUX)
(Article A 222-2 du code de l'environnement de la Polynésie française)**

A la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

- 1° Une carte au 1/20.000e ou, à défaut, au 1/50.000e, sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ; à défaut de cartes existantes à l'une de ces échelles, toute carte à une autre échelle ou tout document permettant de localiser l'installation sera jointe à ce plan une note de renseignements d'aménagement datant de moins de six mois concernant le terrain, indiquant si l'installation est compatible avec la zone ;
- 2° Un plan, ou à défaut, tout document précisant les abords de l'installation jusqu'à une distance qui sera au moins égale à 100 mètres, ou plus si le directeur de l'environnement le juge utile. Sur ce document, seront indiqués tous bâtiments avec leur affectation, les voies publiques, les points d'eau et cours d'eau ;
- 3° Un plan d'ensemble à l'échelle du 1/200e indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des égouts existants, les emplacements des transformateurs et lignes électriques existants. Une échelle plus réduite peut être admise par l'administration dans la mesure où tous les renseignements nécessaires figurent ;
- 4° Une étude exposant, en fonctionnement normal d'installation (phase de chantier) et d'exploitation, les dangers et inconvénients engendrés par l'installation classée sur les intérêts et activités visés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement. Cette étude comprendra notamment :
 - une analyse du site et de son environnement immédiat portant notamment sur les intérêts et activités visés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement ;
 - une analyse en fonctionnement normal d'installation (phase chantier) et d'exploitation des effets directs et indirects, temporaires et permanents que peut avoir l'installation classée sur les intérêts et activités visés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement ;
 - une justification économique et technique des choix du projet ;
 - une description des mesures envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients de l'installation. Les effets attendus de ces mesures, en termes d'amélioration environnementale, devront être présentés. Dans ce cadre une proposition visant à définir les mesures d'auto-surveillance en cours d'exploitation est à produire. Les coûts pour la société en matière d'investissement et d'auto-contrôle sont également à estimer ;
 - les conditions de la remise en état du site après exploitation ;
 - un résumé non technique pour faciliter la prise de connaissance par le public dans le cadre de l'enquête commodo et incommodo définie à l'article A. 222-4 et suivants du code de l'environnement.
- 5° Une étude des dangers contenant les éléments suivants :
 - une description de l'installation et de son environnement immédiat ;
 - la description détaillée de l'installation : inventaire des produits dangereux utilisés, manipulés, produits et stockés, et description des réactions ou activités mises en œuvre ;
 - la présentation du système de gestion de la sécurité du site ;
 - le recensement et l'identification des accidents et incidents survenus et potentiels pour le type d'activité faisant l'objet de la demande ;
 - l'identification et la caractérisation de potentiels de danger interne et externes à l'installation ;
 - une analyse des risques et mesures de prévention dûment justifiées avec descriptifs précis et notes de calcul correspondantes ;
 - le détail des mesures prises pour réduire la probabilité et les effets des accidents potentiels (moyens privés, inter-entreprises, publics) ;
 - un résumé non technique pour faciliter la prise de connaissance par le public dans le cadre de l'enquête commodo et incommodo définie à l'article A. 222-4 et suivants du code de l'environnement."








Les mesures envisagées par le demandeur pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients de l'installation feront l'objet de descriptifs précisant les dispositions d'aménagement et d'exploitation prévues, leurs caractéristiques détaillées ainsi que les performances attendues.






- 6° Une notice relative à la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- 7° Un extrait du cadastre rénové ou, lorsque le projet d'installation n'est pas situé dans une zone soumise à conservation cadastrale, un titre de propriété ou tout document prouvant le droit d'utilisation du sol par le demandeur, assorti des autorisations d'occupation éventuellement nécessaires ;
- 8° Soit une attestation de dépôt de la demande de permis de travaux immobiliers lorsque l'obtention de celui-ci est nécessaire, délivrée par le maire, soit une copie du permis de travaux immobiliers ou du certificat de conformité lorsque l'installation est prévue dans un aménagement ou une construction en cours ou existant ;
- 9° Le document attestant, en cas de présence d'un/des poteau(x) d'incendie normalisé(s) à moins de 150 mètres de l'installation, sa/leur conformité à la norme applicable. A défaut, l'étude des dangers prévue au 5° du présent article doit être adaptée en conséquence ;
- 10° Le cas échéant, l'autorisation d'abattage d'arbres ;
- 11° Le cas échéant, le N° T.A.H.I.T.I de l'exploitant ;
- 12° Une estimation du montant global du projet, à titre indicatif. Cette information peut être exclue, à la demande expresse du pétitionnaire, des pièces communiquées dans le cadre des éventuelles consultations publiques.

Les études et documents prévus au présent article porteront sur l'ensemble des installations ou des équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.


ANNEXE 2
AIDE À LA CATÉGORISATION DES CHIENS
 (article L.211-12, arrêté n°HC 1927/DRCL du 22/12/2009)

Extrait de la section 2 de la nomenclature des races fixées par la fédération cynologique internationale (type molossoïdes)

Type du chien	Poids standard du mâle	Chien de 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} catégorie	Photo du chien
1. Argentine : Dogo Argentino (Dogue argentin) (292)	40 à 50 kg	oui	
2. Brésil : Fila Brasileiro (225)	50 kg	oui	
4. Danemark : Broholmer (315)	50 à 70 kg	oui	
5. Allemagne : Deutsche Dogge (235) (Dogue allemand) : - Fauve - Bringé - Noir - Arlequin - Bleu Rottweiler (147)	50 à 70 kg 50kg	oui oui	 
6. Espagne : Perro dogo mallorquin (Ca de Bou) (249) (Dogue de Majorque)	35 à 38 kg	oui	
7. France : Dogue de Bordeaux (116)	50 kg	oui	

Type du chien	Poids standard du mâle	Chien de 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} catégorie	Photo du chien
8. Grande Bretagne : - Bullmastiff (157)	50 à 59 kg	oui	
- Mastiff (264)	70 à 100 kg	oui	
9. Italie : - Mastino Napoletano (197) (Mâtin napolitain)	60 à 70 kg	oui	
- Cane Corso Italiano (343) (Chien de cour italien)	45 à 50 kg	oui	
10. Japon : Tosa (260)	40 kg	oui	

Section 3 de la nomenclature des races fixées par la fédération cynologique internationale (Terriers type bull)

Type du chien	Poids standard du mâle	Chien de 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} catégorie	Photo du chien
2. USA : American staffordshire terrier (286)	20 kg	oui	

ANNEXE 3
ÉVALUATION COMPORTEMENTALE
LISTE DES VÉTÉRINAIRES AGRÉÉS

L'arrêté n°2297 CM du 15 décembre 2009 prévoit les modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste en vue de réaliser l'évaluation comportementale des chiens dans le cadre de l'article L.211-12-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'arrêté n° 8416 MAA du 5 septembre 2014 fixant la liste des vétérinaires habilités à réaliser l'évaluation comportementale des chiens en Polynésie française :

ANNEXE I

Liste des vétérinaires habilités à réaliser l'évaluation comportementale des chiens dans le cadre de l'article L. 211-12-1 du code rural

Nom et prénom	Adresse professionnelle	Ile	Téléphone
ALLOUARD CARNY Dorothée	Clinique de Fariipiti BP 5514 - 98716 Pirae	Tahiti	40 50 65 65
BIZARD Florent	Clinique vétérinaire de Paofai	Tahiti	40 42 55 00
BOCZKOW Hélène	Quartier Ohotu, Avatoru BP 128 – 98775 Avatoru	Rangiroa	40 96 02 58 87 27 64 43
BOUSSEMART Jean-François Maurice Emile	Cabinet vétérinaire de Huahine, Lotissement Terevaa BP 921 - 98731 Fare	Huahine	40 68 83 50
CROZIER Patrick	Clinique vétérinaire de Taravao, BP 7482 - 98719 Taravao	Tahiti	40 57 20 00
ENAUULT Gwénaél	Clinique vétérinaire de Taravao, BP 7482 - 98719 Taravao	Tahiti	40 57 20 00
GUETAT Ep. ZIPPER Maud	Cabinet vétérinaire de la Pointe Matira BP 517 - 98730 Vaitape	Bora Bora	40 67 51 37
GOLDER Marc, Henri	Clinique vétérinaire Lot Tahina n°8 BP 1003 - 98735 Uturoa	Raiatea	40 66 28 99 87 74 24 25
JUNQUA Céline	Clinique vétérinaire Tamanu, pk 17,3 c/mer, BP 380581 – 98717 Punaauia	Tahiti	40 58 45 14
LECOMTE Fabien, Marie, René	Clinique vétérinaire, centre ville d'Uturoa immeuble Tahiti motors, face à la mairie BP 1563 - 98735 Uturoa	Raiatea	40 66 41 42
PERON Patrick	Clinique vétérinaire Tamanu, pk 17,3 c/mer, BP 380581 – 98717 Punaauia	Tahiti	40 58 45 14
PERROT Vincent	Clinique vétérinaire de Papara, PK 34,5 c/mer, BP 12484 - 98712 Papara	Tahiti	40 57 61 34
ZIPPER Etienne	Cabinet vétérinaire de la Pointe Matira BP 517 - 98730 Vaitape	Bora Bora	40 67 51 37

Cette liste peut être modifiée à tout moment. Les mises à jour sont disponibles :

- au service du développement rural

Contact téléphonique : 40 42 35 18

Contact mail : sdr.qaav@rural.gov.pf

Site internet : www.biosecurite.gov.pf (rubrique Santé et Protection animales)

- sur le site du haut-commissariat de la République en Polynésie française : www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr (rubrique Vos démarches – Règles pour chiens dangereux)

ANNEXE 4
ATTESTATION D'APTITUDE
LISTE DES FORMATEURS AGRÉÉS

L'arrêté n°HC 1928 DRCL du 22 décembre 2009 fixe les conditions d'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude prévue à l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.

Les formateurs habilités à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude aux propriétaires ou détenteurs de chiens des 1ère et 2ème catégories sont :

Nom - Prénom	Adresse postale	Téléphone	Adresse courriel	Validité de l'habilitation
DURANTEAU Franck	BP 70196 98719 Taravao	87.29.44.52	duranteau_1@hotmail.com	Du 11/05/2015 au 10/05/2020

Cette liste peut être modifiée à tout moment. Les mises à jour sont disponibles :

- au Haut-commissariat – Direction de la réglementation et des affaires juridiques – Bureau de la réglementation et des élections
Contact mail : diraj@polynesie-francaise.pref.gouv.fr
- sur le site du Haut-commissariat de la République en Polynésie française : www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr
(rubrique Vos démarches – Règles pour chiens dangereux)
- au service du développement rural
Contact téléphonique : 40 42 81 44
Site internet : www.agriculture.gov.fr

ANNEXE 5
FORMULAIRE DE DEMANDE
D'UN PERMIS DE DÉTENTION



Direction de la réglementation
et des affaires juridiques

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Formulaire n°1
mise à jour : novembre 2016

Bureau de la réglementation et des élections

DOSSIER DE DEMANDE DE DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE DÉTENTION
D'UN CHIEN CATÉGORISÉ

Propriétaires ou détenteurs d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie
(article L.211-14 du code rural et de la pêche maritime)

Ce formulaire vous permet de demander la délivrance d'un permis de détention d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie en application de la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux.

Votre demande est à adresser, accompagnée des pièces justificatives, à la mairie de votre commune de résidence.

Après instruction de votre dossier par la mairie et si la décision est positive, vous pourrez retirer le permis de détention à la mairie de votre domicile, muni de la carte d'identification de votre chien.

Merci de compléter intégralement votre formulaire et de le signer

Chaque chien de 1^{ère} ou de 2^{ème} catégorie pour lequel vous sollicitez la délivrance d'un permis de détention doit faire l'objet d'un formulaire distinct

Identification du propriétaire ou du détenteur

☐ Madame ☐ Monsieur

Qualité : ☐ Propriétaire ☐ Détenteur

Nom de naissance :

Nom d'époux (se) :

Prénom(s) :

Né (e) le : ____ / ____ / ____ à : ____
 Jour Mois Année Commune de naissance Pays

Adresse personnelle :

Adresse géographique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Informations relatives au chien

Sexe : ☐ Mâle ☐ Femelle

Catégorie : ☐ 1^{ère} ☐ 2^{ème}

Race ou type :

N° de pedigree si inscription au LOF :

Date de naissance : ____ / ____ / ____

☐ N° de tatouage effectué le :
 ou
☐ N° de puce implanté le :
 Vaccination antirabique effectuée le : par :
 Stérilisation (1^{ère} catégorie) effectuée le : par :
 Evaluation comportementale effectuée le : par :
 Classement en niveau de risque : ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Pièces à fournir en photocopie recto

- ☐ Identification du chien (photocopie de la carte d'identification).
- ☐ Certification de vaccination antirabique en cours de validité.
- ☐ Certificat de stérilisation (pour un chien de 1^{ère} catégorie).
- ☐ Evaluation comportementale prévue au II de l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.
- ☐ Attestation spéciale d'assurance responsabilité civile.
- ☐ Attestation d'aptitude délivrée après le suivi de la formation portant sur l'éducation et le comportement canins visée à l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.

Engagements

- ☐ Je m'engage à satisfaire en permanence aux conditions liées à la mise à jour de la vaccination antirabique de mon chien.
- ☐ Je m'engage à satisfaire en permanence aux conditions liées à la souscription d'une assurance garantissant ma responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par mon chien. J'ai compris que les membres de ma famille sont considérés comme des tiers au sens des présentes dispositions.
- ☐ Je ne fais pas l'objet d'une mesure de tutelle ni d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire et je ne me suis pas fait retirer la propriété ou la garde d'un chien en application de l'article L.211-11 du code rural et de la pêche maritime.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus.

Fait à : _____ Le _____

Signature du demandeur :

Informations pratiques

Merci de déposer ou d'adresser l'ensemble de votre dossier (demande et pièces justificatives) dans une enveloppe A4 à la mairie de votre domicile.

Lors du retrait du permis de détention, veuillez vous munir de **l'original** de la carte d'identification de votre chien. **Aucun permis de détention ne pourra être délivré sans la présentation de cette carte.**

Dans le cas où vous seriez propriétaire ou détenteur de plusieurs chiens de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie, veuillez déposer ou adresser **1 dossier par chien** à la mairie de votre domicile.

ANNEXE 6
FORMULAIRE DE DEMANDE D'UN
PERMIS PROVISoire DE DÉTENTION



Direction de la réglementation
et des affaires juridiques

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Formulaire n°2
mise à jour : novembre 2016

Bureau de la réglementation et des élections

DOSSIER DE DEMANDE DE DÉLIVRANCE D'UN PERMIS PROVISoire
DE DÉTENTION D'UN CHIEN CATÉGORISÉ

Propriétaires ou détenteurs d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie **âgé de moins de huit mois**
 (article L.211-14 du code rural et de la pêche maritime et article 4 de l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008)

Ce formulaire vous permet de demander la délivrance d'un permis provisoire de détention d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie âgé de moins de 8 mois, en application de la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux.

Votre demande est à adresser, accompagnée des pièces justificatives, à la mairie de votre commune de résidence.

Après instruction de votre dossier par la mairie et si la décision est positive, vous pourrez retirer le permis provisoire de détention à la mairie de votre domicile, muni de la carte d'identification de votre chien.

Merci de compléter intégralement votre formulaire et de le signer

Chaque chien de 1^{ère} ou de 2^{ème} catégorie pour lequel vous sollicitez la délivrance d'un permis provisoire de détention doit faire l'objet d'un formulaire distinct

Identification du propriétaire ou du détenteur

☐ Madame ☐ Monsieur

Qualité : ☐ Propriétaire ☐ Détenteur

Nom de naissance :

Nom d'époux (se) :

Prénom(s) :

Né (e) le : ____ / ____ / ____ à : ____
 Jour Mois Année Commune de naissance Pays

Adresse personnelle :

Adresse géographique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Informations relatives au chien

Sexe : ☐ Mâle ☐ Femelle

Catégorie : ☐ 1^{ère} ☐ 2^{ème} ☐ à déterminer par un diagnostic racial réalisé par le vétérinaire entre le 8^{ème} et le 12^{ème} mois

Race ou type :

N° de pedigree si inscription au LOF :

Date de naissance : ____ / ____ / ____

☐ N° de tatouage effectué le :
 ou
☐ N° de puce implanté le :
 Vaccination antirabique effectuée le : par :
 Stérilisation (1^{ère} catégorie) effectuée le : par :

Pièces à fournir en photocopie recto

- ☐ Identification du chien (photocopie de la carte d'identification).
- ☐ Certification de vaccination antirabique en cours de validité.
- ☐ Certificat de stérilisation (pour un chien de 1^{ère} catégorie).
- ☐ Attestation spéciale d'assurance responsabilité civile.
- ☐ Attestation d'aptitude délivrée après le suivi de la formation portant sur l'éducation et le comportement canins visée à l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.

Engagements

- ☐ Je m'engage à satisfaire en permanence aux conditions liées à la mise à jour de la vaccination antirabique de mon chien.
- ☐ Je m'engage à satisfaire en permanence aux conditions liées à la souscription d'une assurance garantissant ma responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par mon chien. J'ai compris que les membres de ma famille sont considérés comme des tiers au sens des présentes dispositions.
- ☐ Je ne fais pas l'objet d'une mesure de tutelle ni d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire et je ne me suis pas fait retirer la propriété ou la garde d'un chien en application de l'article L.211-11 du code rural et de la pêche maritime.
- ☐ Je m'engage à demander la délivrance d'un permis de détention définitif dès que l'évaluation comportementale de mon chien aura été réalisée.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus.

Fait à : _____ Le _____

Signature du demandeur :

Informations pratiques

Merci de déposer ou d'adresser l'ensemble de votre dossier (demande et pièces justificatives) dans une enveloppe A4 à la mairie de votre domicile

Lors du retrait du permis provisoire de détention, veuillez vous munir de **l'original** de la carte d'identification de votre chien.
Aucun permis provisoire de détention ne pourra être délivré sans la présentation de cette carte.

Dans le cas où vous seriez propriétaire ou détenteur de plusieurs chiens de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie âgés de moins de 8 mois, veuillez déposer ou adresser **1 dossier par chien** à la mairie de votre domicile.

Le permis provisoire de détention expire lorsque le chien a 12 mois révolus. Vous devrez alors obtenir un permis de détention (formulaire n°1)

MODÈLE 1

Commune de

**ARRETE MUNICIPAL N°
PORTANT INTERDICTION DE DIVAGATION DES CHIENS
ERRANTS ET DANGEREUX DANS LA COMMUNE DE.....**

LE MAIRE

Vu la loi organique n°2004-192 modifiée du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n°2004-193 modifiée du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leur établissements publics, modifiée par les lois n°2007-1720 du 7 décembre 2007 et n°2007-1787 du 20 décembre 2007;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212, L.2213 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire;

Vu le code civil et notamment l'article 1385 concernant la responsabilité des propriétaires, utilisateurs ou gardiens d'animaux;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.211-11 et suivants concernant les animaux dangereux et errants;

Vu le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics;

Vu le code pénal et notamment l'article R.622-2 concernant les sanctions à l'égard d'une divagation d'animal;

Vu la délibération n° du conseil municipal relative à la tarification des frais de capture et de garde des animaux errants (délibération à prendre au préalable par le conseil municipal);

Considérant qu'il appartient au maire d'assurer la sécurité et la salubrité publiques;

Considérant la nécessité de sauvegarder l'hygiène publique et de diminuer les risques d'accidents sur les voies ouvertes à la circulation publique et dans les lieux accessibles au public;

Considérant qu'il y a lieu, dans un but de sécurité, d'hygiène et de tranquillité, de réglementer la divagation des chiens sur la voie publique;

Considérant la multiplication des incidents causés aux personnes par des chiens en divagation;

ARRETE

Article 1 : Les propriétaires ou gardiens d'un chien sur la commune dedoivent veiller à ce que celui-ci ne puisse constituer un risque d'accident et ne porte atteinte à l'hygiène, à la sécurité et à la tranquillité publique.

Article 2 : Il est expressément interdit de laisser les chiens divaguer sur la voie publique, seuls et sans maître ou gardien. Défense est faite de laisser les chiens fouiller dans les récipients à ordures ménagères ou dans les dépôts d'immondices. Il est interdit aux propriétaires ou gardiens de chiens de les laisser divaguer ou de les stationner sur les voies ouvertes à la circulation publique ainsi que dans les lieux accessibles au public. Toute infraction à ces dispositions fera l'objet d'un constat et sera portée à la connaissance du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

Article 3 : Sur ces mêmes voies et lieux publics, tout chien circulant en compagnie de son propriétaire doit impérativement et constamment être tenu en laisse courte, c'est-à-dire relié physiquement à la personne qui en a la garde, pour éviter tout risque d'accident. A défaut, il sera considéré comme animal errant.

Article 4 : Tout chien circulant sur la voie publique, même accompagné, doit être identifiable, conformément aux moyens définis par l'arrêté n°48 CM du 9 janvier 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial.

Article 5 : Tout chien trouvé errant ou en état de divagation ou stationné sans autorisation sur la voie publique ou dans les lieux publics sera immédiatement saisi et conduit vers un dépôt communal où il sera gardé. Chaque capture fera l'objet d'un avis affiché en mairie.

Article 6 : L'utilisation des chiens de manière agressive ou à des fins de provocation ainsi que dans toutes circonstances créant un danger pour autrui est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites prévues par la loi.

Article 7 : Les propriétaires de chiens identifiés sont avisés de la capture de leur animal par les soins des services municipaux. Les chiens ne seront restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais de capture et de garde d'un montant de (montant fixé par la délibération prise au préalable et visée dans cet arrêté).

Article 8 : Les chiens placés en dépôt, non réclamés par leurs propriétaires à l'issue d'un délai de 4 à 8 jours francs (*le délai est décidé par le maire*), seront considérés comme ayant été abandonnés et pourront être euthanasiés, vendus ou cédés gratuitement à une association de protection animale.

Article 9 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et relevées en vue de poursuites. Les services communaux et la gendarmerie nationale sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et affiché partout où besoin sera.

Article 10 : Le secrétaire général de la commune deet les forces de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire

Ampliations transmises à :

- M. le chef de la subdivision administrative des
- M. le chef de la brigade de gendarmerie nationale de.....

MODÈLE 2

Commune de

**DÉLIBÉRATION MUNICIPALE N°
INSTITUANT UNE TARIFICATION POUR LES FRAIS DE CAPTURE,
DE GARDE ET D'EUTHANASIE DES ANIMAUX ERRANTS INDENTIFIÉS**

LE CONSEIL MUNICIPAL

En sa séance du, convoquée par le maire de la commune par lettre n°....

Sous la présidence de, maire

Avec, secrétaire de séance nommé conformément à l'article L.2121-25 du CGCT

... membres du conseil municipal étant en exercice

Sont présents au moment de l'ouverture des débats du point de l'ordre du jour et présent au moment du vote,

.....

Sont présents au moment de l'ouverture des débats du point de l'ordre du jour et absent au moment du vote,

.....

Sont absents au moment du vote et ayant donné pouvoir

.....

Sont absents pendant tous les débats et au moment du vote du point de l'ordre du jour et n'ayant pas donné pouvoir

.....

Vu la loi organique n°2004-192 modifiée du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n°2004-193 modifiée du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n°2007-1720 du 7 décembre 2007 et n°2007-1787 du 20 décembre 2007;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212, L.2213 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire;

Vu le code civil et notamment l'article 1385 concernant la responsabilité des propriétaires, utilisateurs ou gardiens d'animaux;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.211-11 et suivants concernant les animaux dangereux et errants;

Vu le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics;

Vu le code pénal et notamment l'article R.622-2 concernant les sanctions à l'égard d'une divagation d'animal;

Où l'exposé du Maire

Exposé des motifs:

Considérant qu'il appartient aux propriétaires ou gardiens d'un chien sur une commune de veiller à ce que celui-ci ne constitue pas un risque d'accident et ne porte pas atteinte à l'hygiène, à la sécurité et à la tranquillité publique;

Considérant qu'il appartient au maire d'assurer la sécurité et la salubrité publique;

Considérant la nécessité de sauvegarder l'hygiène publique et de diminuer les risques d'accident sur les voies ouvertes à la circulation publique et dans les lieux accessibles au public;

Considérant qu'il y a lieu, dans un but de sécurité, d'hygiène et de tranquillité, de réglementer la divagation des chiens sur la voie publique;

Considérant la multiplication des incidents causés aux personnes par des chiens en divagation;

Considérant qu'une commune peut fixer les tarifs pour les frais de capture, de garde et d'euthanasie des animaux errants identifiés;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1 : Le tarif pour les frais de capture d'un animal errant identifié par la commune est fixé comme suit:

-.... x F CFP par (possibilité d'instituer des tarifs différents par type d'animal)

Article 2 : Le tarif pour les frais de garde d'un animal errant identifié par la commune est fixé comme suit:

-..... x F CFP par (possibilité d'instituer des tarifs différents par type d'animal)

Article 3 : Le tarif pour les frais éventuels d'euthanasie d'un animal errant identifié par la commune est fixé comme suit:

-..... x F CFP par (possibilité d'instituer des tarifs différents par type d'animal)

Article 4 : Le paiement de ces frais devra être effectué auprès de la régie municipale de la Mairie de ...

Article 5 : Le paiement des sommes dues incombera au propriétaire de l'animal. Les chiens ne seront restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais;

Article 6 : Le maire et le receveur municipal sont chargés chacun en ce qui leur concerne de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée ou affichée.

Fait et délibéré le :

Extrait certifié conforme au registre des délibérations

Maire de la commune de

(signature manuscrite)

(cachet de la commune)

MODÈLE 3

Commune de

ARRETE MUNICIPAL N°**ORDONNANT LA CAPTURE ET LE PLACEMENT
D'UN CHIEN DANGEREUX DU FAIT DE SON ERRANCE****LE MAIRE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.211-11, L.211-20 et L.211-22;

Considérant que le chien désigné ci-dessous a été trouvé errant sur le territoire de la commune (décrire avec précision les circonstances : lieu, date, heure, etc.);

ARRETE

Article 1er : La capture du chien (nom, sexe, âge, race, type, n°identification, nom du détenteur connu) et son placement immédiat à la fourrière desont ordonnés.

Article 2 : Le représentant légal de la fourrière deet les forces de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire (ou au détenteur) du chien conformément à la réglementation en vigueur et une transmission en sera faite au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Fait à , le

Le maire

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.

MODÈLE 4

Commune de

ARRETE MUNICIPAL N°**PORTANT MISE EN DEMEURE D'EFFECTUER
UNE ÉVALUATION COMPORTEMENTALE
CONFORMÈMENT A L'ARTICLE L.211-14-1****LE MAIRE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L.211-14-1;

Vu les procès verbaux;

Considérant que (indiquer la nature du danger que fait courir l'animal);

Considérant qu'il y a lieu de faire procéder à un examen de l'animal par un vétérinaire évaluateur aux fins d'obtenir une évaluation comportementale de l'animal;

ARRETE

Article 1er : M. (*propriétaire ou détenteur du chien*) demeurant (*adresse*), propriétaire (*ou détenteur*) du chien dénommé XXXXX, identifié sous le numéro XXXXXX et répondant au signalement suivant (*description du chien*), est mis en demeure de faire procéder avant le (*date*) à l'évaluation comportementale dudit chien.

Article 2 : M. (*propriétaire ou détenteur du chien*) est tenu d'informer dans les meilleurs délais le maire de l'identité du vétérinaire qu'il a choisi sur la liste établie par le service du développement rural ci-jointe.

Article 3 : M. (*propriétaire ou détenteur du chien*) est invité à faire connaître dans le délai de huit jours à compter de l'examen du chien les résultats de l'évaluation comportementale.

Article 4 : La totalité des frais d'évaluation, y compris les éventuels frais supplémentaires liés à une évaluation complémentaire, sont à la charge de Monsieur (*propriétaire ou détenteur du chien*).

Article 5 : (article d'exécution)

Fait à , le

Le maire

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.

MODÈLE 5**Courrier au propriétaire du chien dans le cadre de la procédure contradictoire
pour mise en dépôt à la suite de divagations répétées ou pour animaux susceptibles d'être dangereux**

Pour les chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégories présentant un danger grave et immédiat, il n'y a pas lieu à procédure contradictoire

Lettre recommandée avec accusé réception

A _____, le _____

Madame, Monsieur,

A la suite de divagations répétées de votre chien (ou au danger que peut représenter votre chien), je vous ai mis en demeure, par arrêté municipal du _____ (compléter selon le cas : l'évaluation comportementale du chien ou toute autre mesure prescrite (clôture...)).

Ces mesures n'ayant pas été réalisées, je vous informe que, conformément aux articles L.211-11 et L.211-14-2 du code rural et de la pêche maritime, je vais, par arrêté, ordonner le placement du chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci.

Les frais afférents aux opérations de capture, de garde et éventuellement d'euthanasie de l'animal seront à votre charge.

Avant de mettre en œuvre cette disposition, je vous invite à me présenter vos éventuelles observations avant le (délai à fixer).

Vous avez la possibilité de me faire connaître votre position par retour de courrier ou oralement. Dans ce dernier cas, il convient de contacter M ou Mme..... au (n° de téléphone) afin qu'un rendez-vous soit fixé rapidement.

Je vous prie d'agréer, *Madame ou Monsieur*, l'assurance de ma considération distinguée.

Le maire

MODÈLE 6

Commune de

**ARRETE MUNICIPAL N°
ORDONNANT LE PLACEMENT D'UN CHIEN DANGEREUX**

LE MAIRE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2212-2;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L.211-11;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Considérant (mentionner précisément les événements survenus);

Considérant le danger grave et immédiat pour les personnes ou les animaux domestiques que représente le chien désigné ci-dessous tant qu'il sera sous la garde de son détenteur habituel,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le placement immédiat du chien (indiquer tous les renseignements utiles : nom, sexe, âge, race, type, n° de tatouage ou de puce électronique, nom du propriétaire ou du détenteur) à la fourrière de

Article 2 : Les frais afférents aux opérations de capture, de transport, de garde et d'euthanasie du chien seront intégralement et directement mis à la charge de son propriétaire (ou détenteur).

Article 3 : Le représentant légal de la fourrière, les forces de police ou de gendarmerie, le responsable du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire (ou au détenteur) du chien conformément à la réglementation en vigueur et une transmission en sera faite immédiatement au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Fait à , le

Le Maire,

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.

MODÈLE 7

Commune de

**ARRETE MUNICIPAL N°
ORDONNANT L'EUTHANASIE D'UN CHIEN DANGEREUX**

LE MAIRE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2212-2;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L. 211-11;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté municipal du ordonnant le placement en fourrière du chien dangereux désigné ci-dessous;
(ou le cas échéant, Vu la mesure du procureur de la République (ou le juge d'instruction lorsqu'il est saisi) en date du ordonnant la remise du chien désigné ci-dessous à l'autorité administrative afin que celle-ci mette en œuvre les mesures prévues au II de l'article L. 211-11 du code rural et de la pêche maritime;)

Considérant que ledit chien ne peut être rendu à son propriétaire ou détenteur sans présenter un risque certain pour les personnes ou les animaux domestiques;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le chien (indiquer tous les renseignements utiles : nom, sexe, âge, race, type, n° de tatouage ou de puce électronique, nom de propriétaire ou du détenteur), détenu à la fourrière de depuis son placement le, doit être euthanasié sans délai par le docteur....., vétérinaire de la fourrière.

Article 2 : Les frais afférents aux opérations d'euthanasie de ce chien seront intégralement et directement mis à la charge de son propriétaire (ou détenteur).

Article 3 : Le représentant légal de la fourrière, le vétérinaire de la fourrière et les forces de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire (ou au détenteur) du chien conformément à la réglementation en vigueur et une transmission en sera faite immédiatement au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Fait à , le

Le Maire,

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.

MODÈLE 8

Commune de

**ARRETE MUNICIPAL N°
PORTANT DELIVRANCE D'UN PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN
MENTIONNÉ A L'ARTICLE L.211-14**

LE MAIRE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L. 211-14;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n°2297 CM du 15 décembre 2009 relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste en vue de réaliser l'évaluation comportementale des chiens dans le cadre de l'article L.211-12-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté n° HC 1927 DRCL du 22 décembre 2009 abrogeant l'arrêté n°HC 1581 DRCL du 19 novembre 2008 et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L.211-12 du code rural et de la pêche maritime, pour la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° HC 1928/DRCL du 22 décembre 2009 fixant les conditions d'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude prévue à l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime, pour la Polynésie française;

Vu l'arrêté n°8416 MAA du 5 septembre 2014 fixant la liste des vétérinaires habilités à pratiquer l'évaluation comportementale prévue à l'article L. 211-14-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu la demande de permis de détention présentée par M. et l'ensemble des pièces y étant annexées,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le permis de détention prévu à l'article L. 211-14 du code rural et de la pêche maritime est délivré à :

- Nom :
- Prénom :
- Qualité : Propriétaire. ☐ Détenteur ☐ de l'animal ci-après désigné
- Adresse postale.....

- Adresse géographique :.....
- Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances :
.....
Numéro du contrat :.....
- Détenteur (trice) de l'attestation d'aptitude délivrée le :
Par :

Pour le chien ci-après identifié:

- Nom (facultatif) :.....
- Race ou type :.....
- N° de pedigree si le chien est inscrit au Livre des origines français (facultatif) :
.....
- Catégorie : 1^{ère} ☐ 2^{ème} ☐
- Date de naissance :.....
- Sexe : Mâle ☐ Femelle ☐
- N° de tatouage :.....effectué le :.....
ou
- N° de puce :.....implantée le :.....
- Vaccination antirabique effectuée le :..... par :.....
- Stérilisation (1^{ère} catégorie) effectuée le :..... par :.....
- Évaluation comportementale effectuée le :..... par :.....

Article 2 : La validité du présent permis est subordonnée au respect par son titulaire mentionné à l'article 1^{er} de la validité permanente :

- de l'assurance garantissant la responsabilité civile de ce dernier pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers,
- de la vaccination antirabique du chien,
- de l'évaluation comportementale du chien.

Article 3 : En cas de changement de commune de résidence du titulaire du présent permis, le permis de détention devra être présenté à la mairie du nouveau domicile.

Article 4 : Le numéro et la date de délivrance du présent permis de détention sont mentionnés sur la carte d'identification du chien.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté est notifiée au titulaire du permis de détention mentionné à l'article 1^{er}.

Fait à _____, le _____

Le Maire,

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.

MODÈLE 9

Commune de

**ARRETE MUNICIPAL N°
PORTANT DELIVRANCE D'UN PERMIS PROVISOIRE DE DETENTION D'UN CHIEN
MENTIONNÉ A L'ARTICLE L.211-14**

LE MAIRE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L. 211-14;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L.211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu l'arrêté n° HC 1927 DRCL du 22 décembre 2009 abrogeant l'arrêté n°HC 1581 DRCL du 19 novembre 2008 et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L.211-12 du code rural et de la pêche maritime, pour la Polynésie française;

Vu la demande de permis provisoire de détention présentée par M. et l'ensemble des pièces y étant annexées,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le permis provisoire de détention prévu à l'article L. 211-14 du code rural et de la pêche maritime est délivré à:

- Nom :
- Prénom :
- Qualité : Propriétaire. ☐ Détenteur ☐ de l'animal ci-après désigné
- Adresse postale :
- Adresse géographique :
- Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances :
.....
Numéro du contrat :
- Détenteur (trice) de l'attestation d'aptitude délivrée le :
Par :

Pour le chien ci-après identifié :

- Nom (facultatif) :
- Race ou type :
- N° si le chien est inscrit au Livre des origines français (facultatif) :
.....
- Catégorie: 1^{ère} ☐ 2^{ème} ☐
- Date de naissance :
- Sexe : Mâle ☐ Femelle ☐
- N° de tatouage : effectué le :
- ou
- N° de puce : implantée le :
- Vaccination antirabique effectuée le : par :
- Stérilisation (1^{ère} catégorie) effectuée le : par :

Article 2 : La validité du présent permis est subordonnée au respect par son titulaire mentionné à l'article 1^{er} de la validité permanente :

- de l'assurance garantissant la responsabilité civile de ce dernier pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers,
- et de la vaccination antirabique du chien.

Article 3 : En cas de changement de commune de résidence du titulaire du présent permis, le permis de détention devra être présenté à la mairie du nouveau domicile.

Article 4 : Le numéro et la date de délivrance du présent permis provisoire de détention sont mentionnés sur la carte d'identification du chien.

Article 5 : Le présent permis provisoire de détention expire à la date du premier anniversaire du chien mentionné à l'article 1^{er}.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté est notifiée au titulaire du permis de détention mentionné à l'article 1^{er}.

Fait à _____, le

Le Maire,

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par un recours gracieux devant le maire, soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Polynésie française.



TEXTE 1

Code rural et de la pêche maritime - Partie législative

Extension en PF de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

Livre II : Alimentation, santé publique vétérinaire et protection des végétaux**Titre Ier : La garde et la circulation des animaux et des produits animaux**

(.../...)

Chapitre Ier : La garde des animaux domestiques et sauvages apprivoisés ou tenus en captivité

(.../...)

Section 2 : Les animaux dangereux et errants.**Article L211-11**

I.- Si un animal est susceptible, compte tenu des modalités de sa garde, de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat peut prescrire à son propriétaire ou à son détenteur de prendre des mesures de nature à prévenir le danger. Il peut à ce titre, à la suite de l'évaluation comportementale d'un chien réalisée en application de l'article L. 211-14-1, imposer à son propriétaire ou à son détenteur de suivre la formation et d'obtenir l'attestation d'aptitude prévues au I de l'article L. 211-13-1.

En cas d'inexécution, par le propriétaire ou le détenteur de l'animal, des mesures prescrites, le maire peut, par arrêté, placer l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci.

Si, à l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés, le propriétaire ou le détenteur ne présente pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire autorise le gestionnaire du lieu de dépôt, après avis d'un vétérinaire désigné par le service du développement rural, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25.

Le propriétaire ou le détenteur de l'animal est invité à présenter ses observations avant la mise en oeuvre des dispositions du deuxième alinéa du présent I.

II.- En cas de danger grave et immédiat pour les personnes ou les animaux domestiques, le maire ou à défaut le représentant de l'Etat peut ordonner par arrêté que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à la garde de celui-ci et, le cas échéant, faire procéder à son euthanasie.

Est réputé présenter un danger grave et immédiat tout chien appartenant à une des catégories mentionnées à l'article L. 211-12, qui est détenu par une personne mentionnée à l'article L. 211-13 ou qui se trouve dans un lieu où sa présence est interdite par le I de l'article L. 211-16, ou qui circule sans être muselé et tenu en laisse dans les conditions prévues par le II du même article, ou dont le propriétaire ou le détenteur n'est pas titulaire de l'attestation d'aptitude prévue au I de l'article L. 211-13-1.

III.-Les frais afférents aux opérations de capture, de transport de garde et d'euthanasie de l'animal sont intégralement et directement mis à la charge de son propriétaire ou de son détenteur.

Article L211-12

Les types de chiens susceptibles d'être dangereux faisant l'objet des mesures spécifiques prévues par les articles L. 211-13, L. 211-13-1, L. 211-14, L. 211-15 et L. 211-16, sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-11, sont répartis en deux catégories :

- 1° Première catégorie : les chiens d'attaque ;
- 2° Deuxième catégorie : les chiens de garde et de défense.

Un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'agriculture établit la liste des types de chiens relevant de chacune de ces catégories.

Article L211-13

Ne peuvent détenir les chiens mentionnés à l'article L. 211-12 :

- 1° Les personnes âgées de moins de dix-huit ans ;
- 2° Les majeurs en tutelle à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le juge des tutelles ;
- 3° Les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent ;
- 4° Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée en application de l'article L. 211-11. Le maire peut accorder une dérogation à l'interdiction en considération du comportement du demandeur depuis la décision de retrait, à condition que celle-ci ait été prononcée plus de dix ans avant le dépôt de la déclaration visée à l'article L. 211-14.

Article L211-13-1

I.-Le propriétaire ou le détenteur d'un chien mentionné à l'article L. 211-12 est tenu d'être titulaire d'une attestation d'aptitude sanctionnant une formation portant sur l'éducation et le comportement canins, ainsi que sur la prévention des accidents.

Les frais afférents à cette formation sont à la charge du propriétaire ou du détenteur du chien.

Un décret en Conseil d'Etat définit le contenu de la formation et les modalités d'obtention de l'attestation d'aptitude. Il détermine également les conditions d'agrément et de contrôle des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude.

II.-Le propriétaire ou le détenteur d'un chien mentionné à l'article L. 211-12 est tenu, lorsque le chien est âgé de plus de huit mois et de moins de douze mois, de le soumettre à l'évaluation comportementale prévue à l'article L. 211-14-1.

Cette évaluation peut être renouvelée dans des conditions définies par décret. Le maire peut en outre demander à tout moment une nouvelle évaluation en application de l'article L. 211-14-1.

Article L211-14

I.-Pour les personnes autres que celles mentionnées à l'article L. 211-13, la détention des chiens mentionnés à l'article L. 211-12 est subordonnée à la délivrance d'un permis de détention par le maire de la commune où le propriétaire ou le détenteur de l'animal réside. En cas de changement de commune de résidence, le permis doit être présenté à la mairie du nouveau domicile.

II.-La délivrance du permis de détention est subordonnée à la production :

1° De pièces justifiant :

- a) De l'identification du chien dans les conditions prévues à l'article L. 212-10 ;
- b) De la vaccination antirabique du chien en cours de validité ;
- c) Dans les conditions définies par arrêté du représentant de l'Etat, d'une assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire du chien ou de la personne qui le détient pour les dommages causés aux tiers par l'animal. Les membres de la famille du propriétaire de l'animal ou de celui qui le détient sont considérés comme tiers au sens des présentes dispositions ;
- d) Pour les chiens mâles et femelles de la première catégorie, de la stérilisation de l'animal ;
- e) De l'obtention, par le propriétaire ou le détenteur de l'animal, de l'attestation d'aptitude mentionnée au I de l'article L. 211-13-1 ;

2° De l'évaluation comportementale prévue au II de l'article L. 211-13-1.

Lorsque le chien n'a pas atteint l'âge auquel cette évaluation doit être réalisée, il est délivré à son propriétaire ou son détenteur un permis provisoire dans des conditions précisées par arrêté du représentant de l'Etat.

Si les résultats de l'évaluation le justifient, le maire peut refuser la délivrance du permis de détention.

III.-Une fois le permis accordé, il doit être satisfait en permanence aux conditions prévues aux b et c du 1° du II.

IV.-En cas de constatation du défaut de permis de détention, le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat met en demeure le propriétaire ou le détenteur du chien de procéder à la régularisation dans le délai d'un mois au plus. En l'absence de régularisation dans le délai prescrit, le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat peut ordonner que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil ou à la garde de celui-ci et peut faire procéder sans délai et sans nouvelle mise en demeure à son euthanasie.

Les frais afférents aux opérations de capture, de transport, de garde et d'euthanasie de l'animal sont intégralement et directement mis à la charge de son propriétaire ou de son détenteur.

V.-Le présent article, ainsi que le I de l'article L. 211-13-1, ne sont pas applicables aux personnes qui détiennent un chien mentionné à l'article L. 211-12 à titre temporaire et à la demande de son propriétaire ou de son détenteur.

Article L211-14-1

Une évaluation comportementale peut être demandée par le maire pour tout chien qu'il désigne en application de l'article L. 211-11. Cette évaluation est effectuée par un vétérinaire choisi sur une liste locale. Elle est communiquée au maire par le vétérinaire.

Les frais d'évaluation sont à la charge du propriétaire du chien.

Un arrêté du représentant de l'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

Article L211-14-2

Tout fait de morsure d'une personne par un chien est déclaré par son propriétaire ou son détenteur ou par tout professionnel en ayant connaissance dans l'exercice de ses fonctions à la mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal.

Le propriétaire ou le détenteur du chien est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance définie en application du premier alinéa de l'article L. 223-10, à l'évaluation comportementale mentionnée à l'article L. 211-14-1, qui est communiquée au maire.

A la suite de cette évaluation, le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat peut imposer au propriétaire ou au détenteur du chien de suivre la formation et d'obtenir l'attestation d'aptitude mentionnées à l'article L. 211-13-1.

Faute pour l'intéressé de s'être soumis à ces obligations, le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat peut ordonner par arrêté que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à la garde de celui-ci. Il peut, en cas de danger grave et immédiat et après avis d'un vétérinaire désigné par le service du développement rural, faire procéder à son euthanasie.

Article L211-15

I.-L'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux, hormis les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 211-11 ou au deuxième alinéa de l'article 99-1 du code de procédure pénale, l'importation et l'introduction sur le territoire métropolitain et sur celui de l'ensemble des collectivités territoriales d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie des chiens de la première catégorie mentionnée à l'article L. 211-12 sont interdites.

II.-La stérilisation des chiens de la première catégorie est obligatoire. Cette stérilisation donne lieu à un certificat vétérinaire.

Article L211-16

I. - L'accès des chiens de la première catégorie aux transports en commun, aux lieux publics à l'exception de la voie publique et aux locaux ouverts au public est interdit. Leur stationnement dans les parties communes des immeubles collectifs est également interdit.

II. - Sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs, les chiens de la première et de la deuxième catégorie doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure. Il en est de même pour les chiens de la deuxième catégorie dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.

III. - Un bailleur ou un copropriétaire peut saisir le maire en cas de dangerosité d'un chien résidant dans un des logements dont il est propriétaire. Le maire peut alors procéder, s'il le juge nécessaire, à l'application des mesures prévues à l'article L. 211-11.

Article L211-17

Le dressage des chiens au mordant n'est autorisé que dans le cadre des activités de sélection canine encadrées par une association agréée en vertu de la réglementation locale en vigueur.

Seuls les dresseurs détenant un certificat de capacité peuvent exercer l'activité de dressage des chiens au mordant et acquérir des objets et des matériels destinés à ce dressage. Les prestations de services effectuées en France, à titre temporaire et occasionnel par les professionnels ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, ou d'un autre Etat partie à l'Espace économique européen, établis sur le territoire d'un de ces Etats sont régies par l'article L. 204-1. Il en est de même pour les responsables des activités de sélection canine mentionnées à l'alinéa précédent. Le certificat de capacité est délivré par l'autorité administrative aux candidats justifiant d'une aptitude professionnelle.

L'acquisition, à titre gratuit ou onéreux, par des personnes non titulaires du certificat de capacité, d'objets et de matériels destinés au dressage au mordant est interdite. Le certificat de capacité doit être présenté au vendeur avant toute cession. Celle-ci est alors inscrite sur un registre spécial tenu par le vendeur ou le cédant et mis à la disposition des autorités de police et des administrations chargées de l'application du présent article quand elles le demandent.

Article L211-18

Les dispositions des articles L. 211-13 à L. 211-17, L. 215-1 à L. 215-3 ne s'appliquent pas aux services et unités de la police nationale, des armées, de la gendarmerie, des douanes et des services publics de secours, utilisateurs de chiens.

Les personnes exerçant les activités mentionnées au premier alinéa du IV de l'article L. 214-6 ne sont pas tenues d'être titulaires de l'attestation d'aptitude mentionnée au I de l'article L. 211-13-1.

Article L211-19

Des arrêtés du représentant de l'Etat déterminent les modalités d'application des articles L. 211-11 à L. 211-17, L. 215-1 à L. 215-3.

NB : cet article a été abrogé en métropole par ordonnance n° 2010-461 du 6 mai 2010 portant adaptation des renvois à des dispositions réglementaires d'application dans la partie législative du code rural, non applicable en Polynésie française.

Article L211-19-1

Il est interdit de laisser divaguer les animaux domestiques et les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Article L211-20

Lorsque des animaux errants sans détenteur, ou dont le détenteur refuse de se faire connaître, sont trouvés pacageant sur des terrains appartenant à autrui, sur les accotements ou dépendances des routes, canaux, chemins ou sur des terrains communaux, le propriétaire lésé, ou son représentant, a le droit de les conduire ou de les faire conduire immédiatement au lieu de dépôt désigné par l'autorité municipale.

Le maire donne avis au propriétaire ou au détenteur des animaux des dispositions mises en oeuvre.

Si les animaux ne sont pas réclamés, ils sont considérés comme abandonnés et le maire fait procéder soit à leur euthanasie, soit à leur vente conformément aux dispositions de l'article L. 211-1, soit à leur cession, à titre gratuit, à une fondation ou à une association de protection animale reconnue d'utilité publique ou déclarée. Les frais résultant de l'ensemble des mesures prises sont mis à la charge du propriétaire ou du détenteur des animaux.

Si le propriétaire ou le détenteur des animaux demeure inconnu, le maire autorise le gestionnaire du lieu de dépôt à prendre l'une des mesures énumérées ci-dessus.

Article L211-21

Les maires prescrivent que les animaux d'espèce sauvage apprivoisés ou tenus en captivité, trouvés errants et qui sont saisis sur le territoire de la commune, sont conduits à un lieu de dépôt désigné par eux. Ces animaux y sont maintenus aux frais du propriétaire ou du détenteur.

Les propriétaires, locataires, fermiers ou métayers peuvent saisir ou faire saisir par un agent de la force publique, dans les propriétés dont ils ont l'usage, les animaux d'espèce sauvage apprivoisés ou tenus en captivité, échappés à leur détenteur ou que celui-ci laisse divaguer. Les animaux saisis sont conduits à un lieu de dépôt désigné par le maire. Ils y sont maintenus, le cas échéant, aux frais du propriétaire ou du détenteur.

A l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés au lieu de dépôt désigné, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire auprès du maire de la commune où l'animal a été saisi, il est alors considéré comme abandonné et le maire peut le céder ou, après avis d'un vétérinaire, le faire euthanasier.

Article L211-22

Les maires prennent toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats. Ils peuvent ordonner que ces animaux soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés. Ils prescrivent que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient saisis sur le territoire de la commune sont conduits à la fourrière, où ils sont gardés pendant les délais fixés aux articles L. 211-25 et L. 211-26.

Les propriétaires, locataires, fermiers ou métayers peuvent saisir ou faire saisir par un agent de la force publique, dans les propriétés dont ils ont l'usage, les chiens et les chats que leurs maîtres laissent divaguer. Les animaux saisis sont conduits à la fourrière.

Un arrêté du représentant de l'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Article L211-23

Est considéré comme en état de divagation tout chien qui, en dehors d'une action de chasse ou de la garde ou de la protection du troupeau, n'est plus sous la surveillance effective de son maître, se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel, ou qui est éloigné de son propriétaire ou de la personne qui en est responsable d'une distance dépassant cent mètres. Tout chien abandonné, livré à son seul instinct, est en état de divagation, sauf s'il participait à une action de chasse et qu'il est démontré que son propriétaire ne s'est pas abstenu de tout entreprendre pour le retrouver et le récupérer, y compris après la fin de l'action de chasse.

Est considéré comme en état de divagation tout chat non identifié trouvé à plus de deux cents mètres des habitations ou tout chat trouvé à plus de mille mètres du domicile de son maître et qui n'est pas sous la surveillance immédiate de celui-ci, ainsi que tout chat dont le propriétaire n'est pas connu et qui est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui.

Article L211-24

Chaque commune doit disposer soit d'une fourrière communale apte à l'accueil et à la garde des chiens et chats trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme des délais fixés aux articles L. 211-25 et L. 211-26, soit du service d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune, avec l'accord de cette commune.

Chaque fourrière doit avoir une capacité adaptée aux besoins de chacune des communes pour lesquelles elle assure le service d'accueil des animaux en application du présent code. La capacité de chaque fourrière est constatée par arrêté du maire de la commune où elle est installée.

La surveillance dans la fourrière des maladies réputées contagieuses au titre de l'article L. 221-1 est assurée par un vétérinaire titulaire du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11, désigné par le gestionnaire de la fourrière. La rémunération de cette surveillance sanitaire est prévue conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article L. 221-11.

Les animaux ne peuvent être restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais de fourrière. En cas de non-paiement, le propriétaire est passible d'une amende forfaitaire dont les modalités sont définies par arrêté du représentant de l'Etat.

Article L211-25

I. - Lorsque les chiens et les chats accueillis dans la fourrière sont identifiés conformément à l'article L. 212-10 ou par le port d'un collier où figurent le nom et l'adresse de leur maître, le gestionnaire de la fourrière recherche, dans les plus brefs délais, le propriétaire de l'animal. En cas de déclaration officielle d'infection par la rage, seuls les animaux vaccinés contre la rage peuvent être rendus à leur propriétaire.

A l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire, il est considéré comme abandonné et devient la propriété du gestionnaire de la fourrière, qui peut en disposer dans les conditions définies ci-après.

II. - Hors cas d'infection par la rage, le gestionnaire de la fourrière peut garder les animaux dans la limite de la capacité d'accueil de la fourrière. Après avis d'un vétérinaire, le gestionnaire peut céder les animaux à titre gratuit à des fondations ou des associations de protection des animaux disposant d'un refuge qui, seules, sont habilitées à proposer les animaux à l'adoption à un nouveau propriétaire. Ce don ne peut intervenir que si le bénéficiaire s'engage à respecter les exigences liées à la surveillance vétérinaire de l'animal, dont les modalités et la durée sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Après l'expiration du délai de garde, si le vétérinaire en constate la nécessité, il procède à l'euthanasie de l'animal.

III. - En cas de déclaration officielle d'infection par la rage, il est procédé à l'euthanasie des animaux non remis à leur propriétaire à l'issue du délai de garde.

Article L211-26

I. - Hors cas d'infection par la rage, lorsque les chiens et les chats accueillis dans la fourrière ne sont pas identifiés, les animaux sont gardés pendant un délai franc de huit jours ouvrés. L'animal ne peut être remis à son propriétaire qu'après avoir été identifié conformément à l'article L. 212-10. Les frais de l'identification sont à la charge du propriétaire.

Si, à l'issue de ce délai, l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire, il est considéré comme abandonné et devient la propriété du gestionnaire de la fourrière, qui peut en disposer dans les mêmes conditions que celles mentionnées au II de l'article L. 211-25.

II. - En cas de déclaration officielle d'infection par la rage, il est procédé à l'euthanasie des chiens et des chats non identifiés admis à la fourrière.

Article L211-27

Le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L. 212-10, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association.

La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de la garde au sens de l'article L. 211-11 de ces populations sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association de protection des animaux mentionnée à l'alinéa précédent.

Ces dispositions ne sont applicables que hors cas d'infection par la rage. Toutefois, sans préjudice des articles L. 223-9 à L. 223-16, en cas de déclaration officielle d'infection par la rage, des dérogations peuvent être accordées aux communes qui le demandent, par arrêté préfectoral, après avis favorable du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires selon des critères scientifiques visant à évaluer le risque rabique.

(.../...)

Chapitre V : Dispositions pénales.

Article L215-1

I. - Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende le fait de détenir un chien appartenant aux première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12, en contravention avec l'interdiction édictée à l'article L. 211-13.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du ou des chiens concernés ;
2° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12.

III. - Les personnes morales reconnues pénalement responsables dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal de l'infraction prévue au I encourent les peines suivantes :

1° L'amende, dans les conditions fixées à l'article 131-38 du même code ;
2° La confiscation du ou des chiens concernés ;
3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12 du présent code.

Article L215-2

I. - Est puni de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait d'acquérir, de céder à titre gratuit ou onéreux, hormis les cas prévus au troisième alinéa du I de l'article L. 211-11 ou au troisième alinéa de l'article L. 211-29, d'importer ou d'introduire sur le territoire métropolitain, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon des chiens de la première catégorie mentionnée à l'article L. 211-12.

Le fait de détenir un chien de la première catégorie sans avoir fait procéder à sa stérilisation est puni des mêmes peines.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du ou des chiens concernés ;
2° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction ;
3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12.

III. - Les personnes morales reconnues pénalement responsables dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal des infractions prévues au I encourent les peines suivantes :

1° L'amende, dans les conditions fixées à l'article 131-38 du même code ;
2° La confiscation du ou des chiens concernés ;
3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12 du présent code.

Article L215-2-1

Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un animal mis en demeure par l'autorité administrative d'obtenir le permis de détention prévu à l'article L. 211-14, de ne pas procéder à la régularisation requise dans le délai prescrit est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende.

Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du ou des chiens concernés dans le cas où l'euthanasie, telle que prévue à l'article L. 211-14, n'a pas été prononcée ;
2° L'interdiction de détenir un animal à titre définitif ou non.

Article L215-3

I. - Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende :

1° Le fait de dresser ou de faire dresser des chiens au mordant ou de les utiliser en dehors des activités mentionnées au premier alinéa de l'article L. 211-17 ;

2° Le fait d'exercer une activité de dressage au mordant sans être titulaire du certificat de capacité mentionné à l'article L. 211-17 ;

3° Le fait de vendre ou de céder des objets ou du matériel destinés au dressage au mordant à une personne non titulaire du certificat de capacité mentionné à l'article L. 211-17.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du ou des chiens concernés, des objets ou du matériel qui ont servi au dressage ou du matériel proposé à la vente ou à la cession ;

2° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction, dans les conditions prévues à l'article 131-29 du code pénal ;

3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12 du présent code.

III. - Les personnes morales reconnues pénalement responsables dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal des infractions prévues au I encourent les peines suivantes :

1° L'amende, dans les conditions fixées à l'article 131-38 du même code ;

2° La confiscation du ou des chiens concernés, des objets ou du matériel qui ont servi au dressage ou du matériel proposé à la vente ou à la cession ;

3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction, dans les conditions prévues à l'article 131-29 du code pénal ;

4° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un chien des première ou deuxième catégories mentionnées à l'article L. 211-12 du présent code.

Article L215-3-1

Les gardes champêtres et les agents de police municipale constatent par procès-verbaux les infractions aux dispositions des articles L. 211-14 et L. 211-16 ainsi que des textes ou décisions pris pour leur application.

Article L215-4

La procédure de l'amende forfaitaire figurant aux articles 529 à 529-2 et 530 à 530-3 du code de procédure pénale est applicable en cas de contravention aux dispositions des articles L. 211-14 et L. 211-16.

Article L215-5

Les articles 529 à 529-2 et 530 à 530-2 du code de procédure pénale sont applicables aux infractions en matière de divagation réprimées par le présent code et par le code pénal.

Un arrêté du représentant de l'Etat fixe le montant des amendes forfaitaires et des amendes forfaitaires majorées et détermine les modalités d'application du présent article.

Titre VII : Dispositions relatives à l'outre-mer (article 4 de l'ordonnance n°2016-391 du 31 mars 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du code rural et de la pêche maritime)

(.../...)

Chapitre V : Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

(.../...)

Section 3 : Dispositions particulières à la Polynésie française

Art. L. 275-5. – Sont applicables en Polynésie française, sous réserve des adaptations prévues à la présente section, les dispositions du présent livre mentionnées dans la colonne de gauche du tableau ci-après, dans leur rédaction indiquée dans la colonne de droite du même tableau :

DISPOSITIONS APPLICABLES	DANS LEUR RÉDACTION
L. 205-3 à L. 205-6	Résultant de l'ordonnance n° 2010-460 du 6 mai 2010 relative à la modernisation des missions d'inspection et de contrôle et à la mise en cohérence de diverses dispositions du livre II du code rural
L. 205-7	Résultant de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit
L. 205-8 à L. 205-11	Résultant de l'ordonnance n° 2010-460 du 6 mai 2010 relative à la modernisation des missions d'inspection et de contrôle et à la mise en cohérence de diverses dispositions du livre II du code rural
L. 211-11 (à l'exception du troisième alinéa du II) à L. 211-15	Résultant de la loi n° 2008-582 du 20 juin 1988 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux
L. 211-16	Résultant de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement
L. 211-17 et L. 211-18	Résultant de la loi n° 2008-582 du 20 juin 1988 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux
L. 211-19-1	Résultant de l'ordonnance n° 2006-1224 du 5 octobre 2006 prise pour l'application du II de l'article 71 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole
L. 211-20 et L. 211-21	Résultant de la loi n° 2008-582 du 20 juin 1988 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux
L. 211-22	Résultant de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement
L. 211-23	Résultant de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux
L. 211-24	Résultant de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit
L. 211-25 et L. 211-26	Résultant de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement
L. 211-27	Résultant de la loi n° 2008-582 du 20 juin 1988 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux
L. 215-1 à L. 215-3	Résultant de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance
L. 215-3-1	Résultant de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité intérieure
L. 215-4	Résultant de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit
L. 215-5	Résultant de l'ordonnance n° 2006-1224 du 5 octobre 2006 prise pour l'application du II de l'article 71 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole

Art. L. 275-6. – Pour l'application en Polynésie française du présent livre :

1° Dans les articles L. 211-14, L. 211-14-1, L. 211-19, L. 211-22 et L. 211-24, le mot : “décret” et les mots : “décret en Conseil d'Etat” sont remplacés par les mots : “arrêté du représentant de l'Etat” ;

2° Les mots énumérés ci-dessous sont remplacés respectivement par les mots suivants :

a) “Préfet” par “représentant de l'Etat” ;

b) “Direction des services vétérinaires” par “service du développement rural” ;

c) “Association agréée par le ministre chargé de l'agriculture et des activités de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds” par “association agréée en vertu de la réglementation locale en vigueur” ;

d) “Dans les départements officiellement déclarés infectés par la rage” par “en cas de déclaration officielle d'infection par la rage” ;

e) “Dans les départements indemnes de rage” par “hors cas d'infection par la rage” ;

f) “Départementale” par “locale”.

Art. L. 275-7. – Pour l'application en Polynésie française des articles L. 215-1 à L. 215-3, le montant des amendes est fixé comme suit :

MONTANT DES AMENDES (EN EUROS)	MONTANT DES AMENDES (EN FRANCS CFP)
3 500	417 600
3 750	447 000
7 500	894 900
15 000	1 789 900

Art. L. 275-8. – Les agents de la Polynésie française, commissionnés à raison de leur compétence technique par le président de la Polynésie française après avoir été agréés par le haut-commissaire de la République et le procureur de la République, et assermentés, sont habilités à rechercher et constater les infractions pénales aux dispositions légales en vigueur en Polynésie française en matière d'alimentation, de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux. A cet effet, ils disposent des pouvoirs définis aux articles L. 205-3 à L. 205-9.

« Le fait de faire obstacle ou d'entraver l'exercice des fonctions des agents mentionnés au premier alinéa est puni des peines prévues à l'article L. 205-11, sous réserve de l'expression du montant de l'amende dans son équivalent applicable en monnaie locale.

Art. L. 275-9. – En vue d'empêcher l'introduction, l'importation ou la propagation d'organismes nuisibles à la santé des végétaux et à la santé animale, les agents mentionnés à l'article L. 275-8 sont habilités, sous le contrôle des officiers de police judiciaire ou des agents des douanes, à procéder à l'inspection des bagages, dans les aéroports et dans les ports, avec le consentement du propriétaire de ces bagages, selon l'une des méthodes suivantes :

1. Contrôle visuel ;
2. Fouille manuelle ;
3. Equipement d'imagerie radioscopique ;
4. Chiens détecteurs de produits végétaux ou animaux, en combinaison avec le 1.

TEXTE 2

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTROLE DE LA LEGALITE	ARRÊTÉ N°HC 1977 /DRCL du 22.12.09 abrogeant l'arrêté n°HC 1581 DRCL du 19 novembre 2008 et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L. 211-12 du code rural, pour la Polynésie française.
---	---

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005;
- Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;
- Vu le code rural, et notamment ses articles L.211-19 et L.211-12;
- Vu l'arrêté n° HC 1581/DRCL du 19 novembre 2008 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux prévus par l'article L.211-12 du code rural, pour la Polynésie française;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

Les chiens visés dans le présent arrêté, sont des molosses de type dogue, définis par :

- un corps massif et épais,
- une forte ossature,
- et un cou épais.

Les deux éléments essentiels sont la poitrine et la tête :

- la poitrine est puissante, large, cylindrique avec les côtes arquées ;
- la tête est large et massive, avec un crâne et un museau de forme plus ou moins cubique.

Le museau est relié au crâne par une dépression plus ou moins marquée appelée le stop.

ARTICLE 2 :

Relèvent de la 1^{ère} catégorie de chiens telle que définie à l'article L.211-12 du code rural :

- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race American Staffordshire terrier, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par la fédération cynologique internationale. Ces chiens peuvent être communément appelés « pit-bulls » ;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Rottweiler, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par la fédération cynologique internationale ;

ARTICLE 3 :

Relèvent de la 2^{ème} catégorie des chiens telle que définie à l'article L. 211-12 du code rural :

- les chiens de race American Staffordshire terrier ;
- les chiens de race Rottweiler ;
- à l'exception des Rottweiler, les chiens des races molossoïdes de type dogue listées sous la section 2.1 de la nomenclature des races fixée par la fédération cynologique internationale (liste annexée) ou ceux qui leur sont assimilables par leurs caractéristiques morphologiques, dont le poids standard (ou à défaut le poids moyen) du mâle adulte est de plus de 40kgs.

ARTICLE 4 :

Les chiens communément appelés « pit-bulls » qui appartiennent à la 1^{ère} catégorie présentent une large ressemblance avec la description suivante :

- petit dogue de couleur variable ayant un périmètre thoracique mesurant environ entre 60 cm (ce qui correspond à un poids d'environ 18 kg) et 80 cm (ce qui correspond à un poids d'environ 40 kg). La hauteur au garrot peut aller de 35 à 50 cm ;
- chien musclé à poil court ;
- apparence puissante ;
- avant massif avec un arrière comparativement léger ;
- le stop n'est pas très marqué, le museau mesure environ la même longueur que le crâne tout en étant moins large, et la truffe est en avant du menton ;
- les mâchoires sont fortes, avec les muscles des joues bombés.

ARTICLE 5 :

L'arrêté n°HC 1581 DRCL du 19 novembre 2008 est abrogé.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, les chefs des subdivisions administratives, le commandant du groupement de gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la sécurité publique et les maires de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.



Adolphe COLBAT

A N N E X E

à l'arrêté n°HC 1927/DRCL du 22 décembre 2009

Extrait de la nomenclature des races fixée par la fédération cynologique internationale (section 2.1)
(les chiens dont la description ne répond pas à l'article 3 du présent arrêté ont été retirés de la nomenclature)

Section 2 : Molossoïdes

2.1 *Type dogue*

1. Argentine
Dogo Argentino (Dogue argentin) (292)
2. Brésil
Fila Brasileiro (225)
4. Danemark
Broholmer (315)
5. Allemagne
Deutsche Dogge (235) (Dogue allemand)
 - a) Fauve
 - b) Bringé
 - c) Noir
 - d) Arlequin
 - e) BleuRottweiler (147)
6. Espagne
Perro dogo mallorquín (Ca de Bou) (249) (Dogue de Majorque)
7. France
Dogue de Bordeaux (116)
8. Grande Bretagne
Bulldog (149)
Bullmastiff (157)
Mastiff (264)
9. Italie
Mastino Napoletano (197) (Mâtin napolitain)
Cane Corso Italiano (343) (Chien de cour italien)
10. Japon
Tosa (260)

TEXTE 3

ARRETE n° HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L. 211-11 et suivants du code rural, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu le code rural, et notamment les articles L. 211-11, L. 211-12, L. 211-12-1, L. 211-13-1, L.211-14, L.211-14-1, L. 211-15, L.211-16, L. 211-17, L. 211-19, L. 215-4 et L. 215-5 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article R. 49 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1998 portant fixation de la parité du franc CFP avec l'euro ;

Vu l'arrêté n° 48 CM du 9 janvier 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial,

Arrête :

Article 1er.— Lieux de dépôt adaptés aux animaux dangereux

I - Le lieu de dépôt adapté mentionné à l'article L. 211-11 du code rural est :

- 1° Pour les animaux appartenant à des espèces domestiques, un espace clos aménagé de façon à satisfaire aux besoins biologiques et physiologiques de l'espèce. Il doit être gardé ou surveillé dans les conditions définies par la réglementation applicable localement. Le lieu de dépôt peut être une fourrière au sens de l'article L. 211-24 du code rural.

2° Pour les animaux appartenant à des espèces non domestiques, un établissement d'élevage ou de présentation au public d'animaux vivants régi par la réglementation applicable localement.

II - Les frais mis à la charge du propriétaire ou du gardien de l'animal comprennent les dépenses relatives à la capture de l'animal, à son transport, à son séjour et à sa garde dans le lieu de dépôt mentionné au I ci-dessus.

III - Le responsable du lieu de dépôt propose au service du développement rural un ou plusieurs vétérinaires en vue de leur mandatement pour exercer la mission définie au troisième alinéa de l'article L. 211-11 du code rural.

Art. 2. — Le fichier central territorial

Les chiens relevant des dispositions de l'article L. 211-12 du code rural font l'objet, dans le fichier central territorial, de la mention obligatoire de la catégorie à laquelle ils appartiennent au regard des dispositions de l'arrêté n° 1691-DRCL du 10 novembre 2008.

Abrogé et remplacé par arrêté n°hc 1927/drcl du 22/12/09

Art. 3. — L'attestation d'aptitude prévue à l'article L. 211-13-1 du code rural

I - Les personnes physiques ou morales délivrant l'attestation d'aptitude mentionnée à l'article L. 211-13-1 du code rural sont agréées pour une durée de cinq ans par le haut-commissaire.

II - Le haut-commissaire de la République en Polynésie française délivre l'agrément, sur avis du chef du service de développement rural, aux personnes physiques ou morales ayant fait acte de candidature auprès de lui, justifiant :

- d'une qualification ou d'une expérience reconnue dans le domaine de l'éducation canine dans les conditions définies par la réglementation applicable localement ;
- d'une capacité à organiser l'accueil et la formation de groupes de personnes, dans des conditions conformes aux prescriptions définies par la réglementation applicable localement, appréciée du point de vue des locaux et espaces d'évolution et du point de vue de l'encadrement des stagiaires.

III - L'avis du service du développement rural est réputé favorable en l'absence de réponse dans le délai de deux mois.

IV - La liste mise à jour des personnes physiques ou morales agréées est tenue à disposition du public dans les locaux du haut-commissariat de la République en Polynésie française, du service de développement rural et des mairies, indiquant la domiciliation des organismes formateurs et les lieux de délivrance de la formation.

V - Le haut-commissaire peut diligenter le contrôle sur pièces et sur place de la conformité des formations aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux dispositions de toute nature qui leur sont applicables. En cas de non-conformité, l'agrément peut être retiré.

VI - La durée de la formation est d'une journée. Elle comporte une partie théorique et une partie pratique dans les conditions définies par la réglementation applicable localement.

VII - A l'issue de la journée de formation, les personnes physiques ou morales agréées délivrent aux stagiaires ayant acquis les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la détention d'un chien de la première et de la seconde catégorie mentionnées à l'article L. 211-12 du code rural, ou d'un chien n'appartenant pas à ces catégories lorsque la formation a été prescrite par l'autorité municipale, l'attestation d'aptitude mentionnée à l'article L. 211-13-1 du code rural.

Celle-ci comporte :

- les nom, prénoms et adresse de la personne ayant suivi la formation ;
- le lieu, la date et l'intitulé de la formation ;
- le numéro et la date d'agrément délivré par le haut-commissaire de la République en Polynésie française à l'organisme formateur ;
- la signature et le cachet de l'organisme formateur.

Un exemplaire est remis au stagiaire. Un exemplaire est conservé au centre de formation et un exemplaire est adressé au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 4. — Le permis de détention

I - La demande de délivrance du permis prévu à l'article L. 211-14 du code rural, doit indiquer le nom et l'adresse du propriétaire ou du détenteur, l'âge, le sexe et le type du chien, ainsi que la catégorie dont il relève. Les pièces mentionnées au II de l'article L. 211-14 du code rural sont jointes à la demande.

II - Le permis provisoire de détention mentionné au II de l'article L. 211-14 est délivré par arrêté du maire de la commune où réside le propriétaire ou le détenteur de l'animal.

Il précise le nom et l'adresse du propriétaire ou du détenteur du chien, l'âge, le sexe, le type, le numéro d'identification et la catégorie du chien.

Il expire à la date du premier anniversaire du chien.

Art. 5. — L'assurance obligatoire

Il est justifié du respect de l'obligation d'assurance instituée au II de l'article L. 211-14 du code rural par la présentation d'une attestation spéciale établie par l'assureur.

Dans le cas où le souscripteur du contrat n'est pas le propriétaire ou le détenteur de l'animal, l'attestation mentionne le nom du propriétaire du chien ou du détenteur.

Art. 6. — L'évaluation comportementale

I - L'évaluation comportementale prévue à l'article L. 211-14-1 du code rural, réalisée à la demande du maire, a pour objet d'apprécier le danger potentiel que peut représenter un chien. Cette évaluation est effectuée par un vétérinaire inscrit sur une liste établie par le service du développement rural.

Elle a pour objet d'apprécier le danger potentiel que peut représenter un chien. L'évaluation comportementale est effectuée, sur des chiens préalablement identifiés conformément aux dispositions applicables localement.

II - Le vétérinaire en charge de l'évaluation comportementale classe le chien à l'un des quatre niveaux de risque de dangerosité suivants :

Niveau 1 : le chien ne présente pas de risque particulier de dangerosité en dehors de ceux inhérents à l'espèce canine.

Niveau 2 : le chien présente un risque de dangerosité faible pour certaines personnes ou dans certaines situations.

Niveau 3 : le chien présente un risque de dangerosité critique pour certaines personnes ou dans certaines situations.

Niveau 4 : le chien présente un risque de dangerosité élevé pour certaines personnes ou dans certaines situations.

Selon le niveau de classement du chien, le vétérinaire propose des mesures préventives visant à diminuer la dangerosité du chien évalué et émet des recommandations afin de limiter les contacts avec certaines personnes et les situations pouvant générer des risques.

Il peut conseiller de procéder à une nouvelle évaluation comportementale et indiquer le délai qui doit s'écouler entre les deux évaluations.

En cas de classement du chien au niveau de risque 4, le vétérinaire informe son détenteur ou son propriétaire qu'il lui est conseillé de placer l'animal dans un lieu de détention adapté ou de faire procéder à son euthanasie. Un lieu de détention adapté est un lieu dans lequel, sous la responsabilité du propriétaire ou du détenteur, l'animal ne peut pas causer d'accident.

A l'issue de la visite, le vétérinaire en charge de l'évaluation communique les conclusions de l'évaluation comportementale au maire de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur du chien et, le cas échéant, au maire qui a demandé l'évaluation comportementale en application de l'article L. 211-11 ainsi qu'au fichier territorial canin.

III - Le propriétaire ou le détenteur d'un chien mentionné à l'article L. 211-12 est tenu de renouveler l'évaluation comportementale prévue à l'article L. 211-14-1 dans les conditions définies ci-après :

- 1° Si l'évaluation comportementale conclut que le chien est classé au niveau de risque 2, elle doit être renouvelée dans un délai maximum de trois ans ;
- 2° Si l'évaluation comportementale conclut que le chien est classé au niveau de risque 3, elle doit être renouvelée dans un délai maximum de deux ans ;
- 3° Si l'évaluation comportementale conclut que le chien est classé au niveau de risque 4, elle doit être renouvelée dans le délai maximum d'un an.

Art. 7. — La stérilisation

La stérilisation des chiens mâles et femelles de la 1^{re} catégorie, prévue au II de l'article L. 211-15 du code rural, ne peut s'opérer que par voie chirurgicale et de manière irréversible.

Elle donne lieu à la délivrance d'un certificat établi par le vétérinaire et qui est remis au propriétaire de l'animal ou à son détenteur.

Art. 8. — Le dressage au mordant

I - Le dressage au mordant, mentionné à l'article L. 211-17 du code rural, ne peut être pratiqué que :

- 1° Pour la sélection des chiens de race, dans le cadre des épreuves de travail organisées par une association agréée par le ministre du gouvernement de la Polynésie française chargé de l'agriculture ;
- 2° Pour le dressage et l'entraînement des chiens utilisés dans les activités de gardiennage, surveillance ou transport de fonds. Les séances sont organisées au sein des entreprises qui exercent ces activités ou sous le contrôle d'une association agréée par le ministre du gouvernement de la Polynésie française chargé de l'agriculture pour pratiquer la sélection canine.

II - Le dossier de demande du certificat de capacité, prévu à l'article L. 211-17, est adressé au haut-commissaire.

III - Le haut-commissaire de la République en Polynésie française peut délivrer le certificat de capacité aux postulants qui justifient :

- 1° Soit d'une durée minimale de cinq années d'exercice de l'une des activités mentionnées à l'article R. 211-8, en produisant un certificat de travail ou une attestation d'activité délivrée dans des conditions fixées par la réglementation applicable localement ;
- 2° Soit de la possession d'un diplôme, titre ou certificat figurant sur une liste publiée par les autorités de la Polynésie française ;
- 3° Soit de connaissances et de compétences suffisantes attestées par le service de développement rural. Le contenu, les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences ainsi que la liste des établissements habilités à participer à cette évaluation sont définis par les services de la Polynésie française.

Art. 9. — Mesures particulières à l'égard des animaux errants

I - Le maire prend toutes dispositions de nature à permettre une prise en charge rapide de tout animal errant ou en état de divagation qui serait trouvé accidenté ainsi que de tout animal qui serait trouvé errant ou en état de divagation en dehors des heures et des jours ouvrés de la fourrière ou de la structure qu'il a désignée comme lieu de dépôt.

Il peut, le cas échéant, passer des conventions avec des cabinets vétérinaires pour assurer la prise en charge de ces animaux ainsi que rechercher et contacter leur propriétaire lorsque l'animal est identifié.

II - Le maire informe la population, par un affichage permanent en mairie, ainsi que par tous autres moyens utiles, des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés aux articles L. 211-21 et L. 211-22 du code rural, trouvés errants ou en état de divagation sur le territoire de la commune, sont pris en charge.

Doivent être notamment portés à la connaissance du public :

- a) Les coordonnées des services compétents pour la capture et la prise en charge de ces animaux, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut être fait appel à ces services ;
- b) L'adresse, le numéro de téléphone, les jours et les heures d'ouverture de la fourrière et du lieu de dépôt mentionné à l'article L. 211-21 du code rural ;
- c) Les conditions dans lesquelles les animaux peuvent être remis à leur propriétaire, notamment le montant des frais de garde et d'identification susceptibles d'incomber à celui-ci ;
- d) Les modalités de prise en charge des animaux trouvés errants ou en état de divagation en dehors des heures d'ouverture de la fourrière ou des lieux de dépôt, ou qui sont accidentés.

Lorsque des campagnes de capture des chiens et des chats errants sont envisagées sur tout ou partie du territoire de la commune, le maire est tenu d'informer la population, par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant la mise en œuvre de ces campagnes.

III - Lorsque des chiens ou des chats non identifiés, trouvés errants ou en état de divagation, sont susceptibles de provoquer des accidents ou de présenter un danger pour les personnes ou les animaux, le maire ou, à défaut, le haut-commissaire, ordonne leur capture immédiate et leur conduite à la fourrière ou dans des lieux adaptés, désignés pour les recevoir.

Les animaux ainsi capturés sont examinés par un vétérinaire désigné par le service du développement rural, qui vérifie s'ils ne sont pas identifiés dans les conditions prévues par la réglementation locale, apprécie leur dangerosité ainsi que leur état physiologique.

Il peut être procédé sans délai à l'euthanasie de ces animaux, s'ils sont dangereux pour les personnes ou d'autres animaux, ou gravement malades ou blessés, ou en état de misère physiologique.

Dans les autres cas, les dispositions de l'article L. 211-26 sont applicables. Toutefois, le délai franc de garde de huit jours ouvrés prévu à cet article peut être réduit à quatre jours ouvrés.

IV - Le maire peut, par arrêté, faire procéder à la capture des chiens non identifiés, vivant en état de divagation sous la responsabilité d'un groupe d'habitants de la commune, sans propriétaire ou sans gardien particulier, afin de procéder à leur identification conformément à la réglementation locale, et à leur stérilisation, préalablement à leur relâcher.

L'identification des animaux est réalisée au nom de la commune.

La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde, au sens de l'article L. 211-11, de ces animaux sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune. Ils peuvent être confiés par le maire, par voie de convention, à une association de protection des animaux.

Art. 10. — Dispositions pénales

I. - Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 2e classe :

- 1° Le fait de détenir un chien de la 1re catégorie telle que définie à l'article L. 211-12 dans des transports en commun, des lieux publics, à l'exception de la voie publique, et des locaux ouverts au public ;
- 2° Le fait de laisser stationner un tel chien dans les parties communes des immeubles collectifs ;
- 3° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie, telles que définies à l'article L. 211-12, de laisser son chien non muselé ou non tenu en laisse par une personne majeure, sur la voie publique, dans les lieux publics, locaux ouverts au public ou transports en commun.

II. - Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 3e classe :

- 1° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par l'animal, conformément au II de l'article L. 211-14 ;
- 2° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas avoir fait procéder à la vaccination contre la rage de cet animal ;
- 3° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie, telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas présenter à toute réquisition des forces de police ou de gendarmerie le permis de détention prévu à l'article L. 211-14 ;
- 4° Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas avoir fait procéder à l'identification de cet animal selon les modalités prévues par la réglementation applicable localement.

III. - Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 4e classe le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article L. 211-12, de ne pas avoir procédé à la demande de permis de détention prévue à l'article L. 211-14.

Art. 11. — Montant des amendes forfaitaires

Le montant de l'amende forfaitaire prévue par les articles L. 211-14, L. 211-16, L. 215-4 et L. 215-5 du code rural est fixé par les dispositions de l'article R. 49 du code de procédure pénale, converti en francs CFP.

Art. 12. — La dernière phrase du 1° du I de l'article 1er, l'article 3, les dispositions du II de l'article 4 ainsi que celles de l'article 6 du présent arrêté entreront en vigueur le 1er janvier 2010.

Art. 13. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, les chefs des subdivisions administratives, le commandant du groupement de gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la sécurité publique et les maires de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 décembre 2008.
Adolphe COLRAT.

TEXTE 4

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTROLE DE LA LEGALITE	ARRETE N° HC 1928 / DRCL du 22.12.09 Fixant les conditions d'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude prévue à l'article L.211-13-1 du code rural, pour la Polynésie française
---	---

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE EN POLYNESIE FRANCAISE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie ;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu le code rural, notamment son article L.211-13-1;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française

ARRETE

Article 1 : Les personnes habilitées à dispenser la formation et à délivrer l'attestation d'aptitude mentionnées à l'article L. 211-13-1 sont agréées pour une durée de cinq ans par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Article 2 : Cet agrément est délivré aux personnes ayant fait acte de candidature auprès du haut-commissaire et justifiant sur dossier d'une qualification dans le domaine de l'éducation canine ainsi que d'une capacité à accueillir des groupes et à organiser des formations collectives.

Article 3 : La qualification mentionnée à l'article 2 du présent arrêté est la détention des diplômes, titres ou qualifications professionnelles annexés au présent arrêté.

Article 4 : Le formateur qui sollicite l'agrément doit dispenser la formation dans des lieux conformes à la réglementation applicable localement. En présence des chiens des propriétaires, le formateur est responsable du terrain de démonstration clos qui doit être obligatoirement privé ou interdit au public pendant la durée de la formation.

Lorsqu'un local est utilisé pour la formation, il doit être conforme à la réglementation locale applicable aux établissements recevant du public.

Le formateur doit faire état de son assurance responsabilité civile professionnelle ou de celle qui a été souscrite par le club ou organisme d'accueil et en joindre une copie au dossier de candidature.

Article 5 : L'agrément des formateurs vaut attestation d'aptitude au sens du I de l'article L.211-13-1 du code rural pour les formateurs qui détiennent un chien tel que mentionné à l'article L.211-12 du même code.

Article 6 : L'engagement d'un suivi éducatif, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un chien mentionné à l'article L.211-12 du code rural auprès de formateurs agréés dans le domaine de l'éducation canine pour une durée d'au moins dix heures équivaut à la formation mentionnée aux articles L.211-13-1 et l'arrêté n°HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008. L'attestation d'aptitude est alors délivrée par le formateur agréé au propriétaire de l'animal.

Article 7 : Le secrétaire général du haut-commissariat de la République, les chefs des subdivisions administratives, le commandant du groupement de gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la sécurité publique et les maires de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au Journal officiel de la Polynésie française.



Adolphe COLRAT

Annexe à l'arrêté n° HC 1928/DRCL du 22/12/09**Diplômes, titres ou qualifications professionnelles du domaine
de l'éducation canine requis pour être agréé à dispenser la formation****Enseignement supérieur vétérinaire**

- Docteur vétérinaire.

Enseignement supérieur et technique agricole

- Brevet professionnel d'éducateur canin niveau IV.
- Brevet de technicien agricole élevage canin niveau IV.
- Baccalauréat professionnel élevage canin et félin niveau IV.
- Baccalauréat professionnel responsable exploitations agricoles support technique élevage canin niveau IV.
- Titre homologué éducateur de chiens guide d'aveugle niveau III.
- Les enseignants et formateurs en éducation canine de l'enseignement agricole qui interviennent dans des formations de niveaux IV et supérieurs.

Police nationale

- Diplôme de dresseur cynotechnicien.
- Diplôme de moniteur cynotechnicien.

Armée de terre

- Certificat technique du 1er degré cynotechnique.
- Certificat technique du 2e degré cynotechnique.
- Brevet supérieur de technicien cynotechnique de l'armée de terre.

Armée de l'air

- Brevet élémentaire de maître-chien (formation technique de 2e niveau).
- Brevet supérieur de maître-chien (formation technique de 3e niveau).

Marine nationale

- Certificat technique du 1er degré cynotechnique.
- Certificat technique du 2e degré cynotechnique.

Gendarmerie nationale

- Certificat technique du 1er degré cynotechnique (module dresseur chef de cynogroupe).
- Certificat technique du 2e degré cynotechnique (module approfondissement).
- Certificat technique supérieur de maîtrise canine.
- Diplôme de technicien cynophile.
- Cynotechnicien de sécurité intérieure.

Sapeurs-pompiers

- Certificat de spécialité cynotechnique CYN2 (chef de groupe cynotechnique).
- Certificat de spécialité cynotechnique CYN3 (conseiller technique cynotechnique).

Douanes

- Maîtres-chiens.

Société centrale canine

- Moniteur de club délivré par la Commission d'utilisation nationale chiens de berger et de garde apportant la preuve de deux années d'expérience pratique (à raison de 300 heures par an).
- Entraîneur de club délivré par la Commission d'utilisation nationale chiens de berger et de garde apportant la preuve de deux années d'expérience pratique (à raison de 300 heures par an).
- Moniteur en éducation canine 1er et 2e degré délivré par la Commission nationale d'éducation et d'activités cynophiles apportant la preuve de deux années d'expérience pratique (à raison de 300 heures par an).

TEXTE 5

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTROLE DE LA LEGALITE	ARRETE N° HC 1929 / DRCL du 22.12.09 Fixant les conditions du déroulement de la formation requise pour l'obtention de l'attestation d'aptitude prévue à l'article L.211-13-1 du code rural, pour la Polynésie française
---	---

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE EN POLYNESIE FRANCAISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie ;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux;

Vu le code rural, notamment son article L.211-13-1;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française

ARRETE

Article 1 : La formation permettant d'obtenir l'attestation mentionnée à l'article L.211-13-1 du code rural comporte une partie théorique, relative à la connaissance des chiens et de la relation entre les maîtres et le chien, aux comportements agressifs et à leur prévention, ainsi qu'une partie pratique consistant en des démonstrations et des mises en situation.

Article 2 : La formation dure huit heures. Elle peut être délivrée en présence ou en l'absence des chiens des propriétaires. Le formateur adapte le déroulement du programme de la formation en fonction du groupe de stagiaires, qui peut être de vingt au maximum sans les chiens et dix au maximum avec les chiens.

Article 3 : Si la formation se déroule sans les chiens des propriétaires, le formateur devra disposer de deux chiens pour permettre des démonstrations pratiques et des mises en situation.

Article 4 : Si la formation se déroule en présence des chiens des propriétaires, le formateur est responsable des locaux et du terrain de démonstration, appréciés au regard du bien-être animal et de la sécurité des personnes. Il doit s'assurer que les propriétaires justifient d'une assurance de responsabilité civile pour les dommages causés au tiers par l'animal.

Article 5 : Le contenu de la journée de formation est le suivant :

I. Rappel des objectifs et enjeux :

- exposer le changement apporté par la loi du 20 juin 2008 susvisée;
- laisser s'exprimer les stagiaires sur ce thème et sur les raisons qui les ont motivés pour l'acquisition d'un tel chien;

- responsabiliser les propriétaires de chiens en les informant sur leurs devoirs;
 - informer sur la prévention comme seule méthode pour prévenir les risques d'agression;
 - présenter le milieu professionnel et associatif relatif aux chiens et à la relation entre le maître et le chien (vétérinaires, éducateurs, professionnels de la vente et de l'élevage, moniteurs de club...).
- II. Connaissances sur le chien et la relation entre le maître et le chien :
- expliquer les caractéristiques du chien, prédateur carnivore vivant en groupe;
 - informer sur l'origine des différents types de chiens, notamment ceux concernés par la loi du 20 juin 2008 susvisée;
 - présenter les principales caractéristiques du développement comportemental;
 - expliquer les particularités d'une communication entre le chien et l'homme;
 - expliquer les bases des mécanismes des apprentissages du chien par conditionnement et autres méthodes;
 - expliquer la nécessité d'éduquer le chien par le biais de ces apprentissages pour l'harmonie de la relation entre le maître et le chien dans tous les contextes de la vie privée et publique.
- III. Comportements agressifs et leur prévention :
- présenter les différentes origines des comportements agressifs (relationnelle; développementale ou médicale);
 - prévenir les comportements agressifs;
 - expliquer l'importance du choix du chiot;
 - expliquer le comportement à tenir en cas d'agression (les interlocuteurs, la prise en charge du chien agressif).
- IV. Faire des démonstrations et des mises en situation d'apprentissage de bonnes pratiques :
- la marche au pied en laisse;
 - les ordres de base;
 - la mise en place et la dépose de la muselière;
 - les techniques spécifiques lors des rencontres avec des inconnus et/ou des congénères;
 - les techniques spécifiques dans des situations de la vie urbaine, notamment la position assise devant les passages protégés, position tranquille dans un lieu public.

Article 6 : Dans le cadre de la formation prescrite par le maire en application des articles L. 211-11 et L. 211-14-2 du code rural à des propriétaires ou détenteurs de chiens n'appartenant pas aux catégories mentionnées à l'article L.211-12 du code rural, le contenu des huit heures de formation décrit à l'article 5 du présent arrêté fait l'objet d'une adaptation par le formateur agréé pour dispenser la formation selon le type de chien concerné. Le programme adapté doit dans tous les cas aborder les parties II, III et IV du contenu de la formation précisée à l'article 5 du présent arrêté.

Article 7 : Le secrétaire général du haut-commissariat de la République, les chefs des subdivisions administratives, le commandant du groupement de gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la sécurité publique et les maires de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au Journal officiel de la Polynésie française.



Adolphe COL RAT

TEXTE 6

ARRETE n° 48 CM du 9 janvier 2004 relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial

(JOPF du 22 janvier 2004, n° 4, p. 215)

modifié par :

- Arrêté n° 1099 CM du 8 décembre 2005 ; JOPF du 9 février 2006, n° 6, p. 471
- Arrêté n°1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie (article 19 : modification de l'annexe I)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n°96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 27 ;

Vu le code de procédure pénale applicable en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-93 du 10 août 1997 portant réglementation des mesures applicables à l'importation des animaux vivants en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 9 décembre 1996 modifié relatif aux conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les carnivores domestiques importés ;

Vu l'arrêté n° 2435 PR du 3 novembre 2003 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 décembre 2003,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les conditions relatives à l'identification des carnivores domestiques et aux règles d'enregistrement et de gestion des données afférentes à l'identification.

Art. 2.— Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° *Carnivores domestiques* : chiens et chats ;
- 2° *Etablissement* : local où se pratique de façon habituelle l'élevage en vue de la vente, la commercialisation, le toilettage, le transit ou la garde de chiens ou de chats ;
- 3° *Transpondeur* : émetteur-récepteur conforme à la norme ISO11784 répondant à l'activation par un lecteur en transmettant son code ;
- 4° *Lecteur* : appareil électronique fixe ou portable émetteur-récepteur conforme à la norme ISO11785 permettant d'afficher le code d'identification contenu dans un transpondeur et de lire ce code à distance ;
- 5° *Insert* : matériel à enrobage biocompatible contenant un transpondeur destiné à être implanté par injection ;
- 6° *Injecteur* : aiguille trocart destinée à implanter l'insert, associée ou non à un support d'injection ;
- 7° *Insert de référence* : insert dont le transpondeur présente un code spécifique qui permet de s'assurer du bon fonctionnement du lecteur.

TITRE Ier
*Création d'un fichier central territorial
et gestion des données afférentes à l'identification*

Art. 3.— Il est créé un fichier central territorial regroupant les indications permettant d'identifier les animaux et de connaître le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Les données enregistrées au fichier sont précisées à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 4.— Le ministre chargé de l'agriculture peut confier la gestion du fichier central territorial à un organisme dont le responsable répond aux conditions d'aptitude, d'expérience et de compétence technique exigées pour la tenue d'un fichier nominatif et qui est agréé dans les conditions prévues à l'article 5.

Art. 5.— Pour chaque organisme candidat à la gestion du fichier central territorial, son responsable doit adresser une demande écrite au ministre chargé de l'agriculture. La demande doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- 1° Le nom et la raison sociale de l'organisme demandeur ;
- 2° Son activité ;
- 3° L'adresse de son siège social et ses coordonnées postales et téléphoniques ;
- 4° Un extrait de casier judiciaire du responsable de l'organisme.

Une commission consultative composée du chef de service du développement rural ou son représentant, du chef du service de l'hygiène ou son représentant et du président du Syndicat pour la promotion des communes ou son représentant, examine les dossiers de candidature et émet un avis. Sur proposition de la commission, le ministre chargé de l'agriculture nomme le gestionnaire du fichier central territorial et délivre un agrément provisoire notifié au pétitionnaire.

Lorsque l'organisme a obtenu un avis favorable de la commission nationale de l'informatique et des libertés, en application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée susvisée, le ministre chargé de l'agriculture délivre un agrément définitif par arrêté publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au pétitionnaire.

Lorsque, après mise en demeure, le gestionnaire du fichier ne se conforme pas aux règles exigées pour la tenue d'un fichier nominatif, le ministre chargé de l'agriculture suspend ou retire l'agrément, par arrêté publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au pétitionnaire.

Préalablement, le gestionnaire doit avoir été informé des motifs et de la nature des mesures envisagées et avoir été entendu.

La suspension ou le retrait d'agrément entraîne le transfert des données provisoirement au service du développement rural, puis au nouvel organisme agréé.

Art. 6.— Une convention passée entre le ministre chargé de l'agriculture et l'organisme de gestion agréé précise les modalités de fonctionnement technique et financier du fichier et les obligations de chacune des parties.

Art. 7.— N'ont accès au nom et à l'adresse des propriétaires des animaux que le gestionnaire du fichier ainsi que, aux seules fins de recherche d'un animal par son numéro d'identification :

- 1° Les officiers de police judiciaire ;
- 2° Les agents des douanes ;
- 3° Les agents des services de secours contre l'incendie ;
- 4° Les vétérinaires du service du développement rural ;
- 5° Les vétérinaires praticiens ;
- 6° Et les gestionnaires des fourrières.

Les propriétaires ont accès au fichier pour les données qui les concernent aux fins de contrôle ou de rectification.

Art. 8.— Il est interdit d'utiliser le fichier à des fins commerciales ou publicitaires. Seules pourront être entreprises par le ministre chargé de l'agriculture ou par le gestionnaire avec l'autorisation du ministre chargé de l'agriculture, des actions sur :

- 1° Les obligations réglementaires relatives à l'identification, aux vaccinations, à l'amélioration génétique ou à la protection des carnivores domestiques ;
- 2° L'hygiène ou la santé publiques.

Art. 9.— Sans préjudice des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en cas d'exportation d'un animal dont l'identification a été effectuée en Polynésie française, le gestionnaire du fichier central territorial transmet les informations concernant cet animal à son homologue dans le pays où se fait l'importation, à la demande de ce dernier.

TITRE II

Habilitation des personnes procédant à l'identification des carnivores domestiques

Art. 10.— Seuls peuvent procéder à l'identification des carnivores domestiques :

- 1° Les vétérinaires et les docteurs vétérinaires, habilités de plein droit ;
- 2° Les personnes habilitées par le ministre chargé de l'agriculture selon l'article 11.

Art. 11.— En vue de leur habilitation, les candidats doivent adresser une demande au ministre chargé de l'agriculture (service du développement rural) accompagnée d'un dossier comprenant :

- 1° Une fiche d'état civil ;
- 2° Un extrait du casier judiciaire ;
- 3° Un curriculum vitae ;
- 4° Toutes indications concernant la profession du demandeur et le cadre dans lequel il l'exerce.

Lorsque le dossier est complet, le chef du service du développement rural réunit une commission d'examen comprenant :

- 1° Le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant en qualité de président ;
- 2° Le chef du service du développement rural ou son représentant ;
- 3° Le président du syndicat des vétérinaires praticiens ou son représentant ;
- 4° Un représentant de l'organisme agréé, gestionnaire du fichier d'identification des carnivores domestiques.

Les avis de la commission d'examen sont exprimés à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Dans un premier temps, la commission apprécie la qualification du demandeur au vu des pièces du dossier. Elle émet un avis notifié au pétitionnaire par courrier recommandé.

Dans un deuxième temps, en cas d'avis favorable, la commission se réunit pour évaluer les connaissances théoriques et pratiques du candidat. L'examen pratique comporte obligatoirement une épreuve de pratique du procédé d'identification faisant l'objet de la demande d'habilitation.

Chaque procédé d'identification visé à l'article 14 fait l'objet d'une habilitation distincte.

Lorsque l'avis de la commission est favorable, le ministre chargé de l'agriculture délivre, par arrêté publié au *Journal officiel* de Polynésie française et notifié au pétitionnaire, une habilitation pour une période de deux ans renouvelable par tacite reconduction.

Dans le cas inverse, cette autorité notifie au pétitionnaire une décision de refus motivée.

Art. 12.— En cas de faute grave commise à l'occasion d'opérations d'identification, le ministre chargé de l'agriculture peut, après avis de la commission mentionnée à l'article 11, suspendre ou retirer l'habilitation. Cette sanction peut s'appliquer aux vétérinaires habilités de plein droit.

Préalablement, toute personne mise en cause doit être informée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quinze jours avant la date de la réunion de la commission, qu'elle est en mesure, soit d'être entendue en séance, soit de présenter sa défense par écrit au moins sept jours avant la séance.

La suspension de l'habilitation ne peut être inférieure à un mois, ni dépasser un an.

TITRE III

Identification des carnivores domestiques

Art. 13.— L'identification des carnivores domestiques est obligatoire pour les animaux de plus de 4mois. Elle est réalisée selon les procédés définis à l'article 14 et comporte :

- 1° L'attribution d'un numéro d'identification exclusif et non réutilisable ;
- 2° L'établissement d'une carte d'identification ;
- 3° L'enregistrement de l'identification dans un fichier territorial.

Art. 14.— L'identification des chiens et des chats se fait :

- 1° Par le tatouage d'un numéro d'identification ;
- 2° Par l'implantation d'un insert.

Avant toute opération d'identification, la personne habilitée est tenue de s'assurer que l'animal n'est pas déjà identifié par tatouage ou par transpondeur.

Art. 15.— Le tatouage doit être réalisé hygiéniquement à l'aide d'un dermographe à aiguille. Ce matériel doit perforer le derme de façon à permettre une bonne pénétration intradermique des encres utilisées, assurant une inscription dermographique lisible et indélébile du numéro.

Les encres doivent être d'une parfaite innocuité pour l'animal et doivent permettre la lisibilité du tatouage durant toute la vie de l'animal. La couleur doit être judicieusement choisie pour permettre une bonne lisibilité compte tenu de la pigmentation de la peau et des poils de l'animal.

Le tatouage des carnivores domestiques ne peut se pratiquer que sous anesthésie.

Le tatouage est apposé, par ordre de priorité, sur la face interne de l'oreille droite ou de l'oreille gauche, sur la cuisse droite ou sur la cuisse gauche, ou sur l'abdomen.

Art. 16.— L'insert doit être implanté selon le protocole suivant :

- 1° Vérification du bon fonctionnement du matériel de lecture ;
- 2° Lecture préalable du code du transpondeur contenu dans l'insert ;
- 3° Implantation de l'insert en position sous-cutanée au niveau de la gouttière jugulaire gauche à l'aide d'un injecteur. L'ensemble (insert et injecteur) doit être stérile et conditionnée en emballage individuel à usage unique ;
- 4° Contrôle après injection de la lisibilité du code du transpondeur contenu dans l'insert, éventuellement suivi des mesures correctives comprenant notamment le retrait de l'insert.

Art. 17.— Toute personne habilitée procédant à l'identification d'un carnivore domestique telle que définie à l'article 14 doit :

- 1° Délivrer immédiatement au propriétaire de l'animal une carte d'identification obtenue auprès du gestionnaire du fichier central territorial et comportant les mentions définies à l'annexe I du présent arrêté ;
- 2° Adresser une copie de la carte au gestionnaire du fichier central territorial dans les huit jours suivant l'identification ;
- 3° En conserver une copie pendant au moins trois ans.

Art. 18.— En cas de changement d'adresse, le propriétaire est tenu d'en informer le gestionnaire du fichier central territorial dans les huit jours.

Art. 19.— En cas de cession, tout vendeur ou donateur est tenu de remettre immédiatement au nouveau propriétaire la carte d'identification de l'animal qui tient lieu d'attestation de cession et d'en informer le gestionnaire du fichier central territorial dans les huit jours.

L'identification obligatoire des animaux incombe au cédant.

Art. 20.— En cas de décès de l'animal, le propriétaire doit renvoyer la carte d'identification au gestionnaire du fichier central territorial après y avoir reporté la date du décès. Dans le cas où la carte aurait été perdue, elle est remplacée par une lettre comportant les informations qui y figuraient ainsi qu'une déclaration de perte.

Art. 21.— En cas d'importation, le vétérinaire qui effectue la visite sanitaire au débarquement doit :

- 1° Vérifier la présence d'une carte d'identification comportant les mentions définies à l'annexe I du présent arrêté ou, en l'absence d'une telle carte, en délivrer une obtenue auprès du gestionnaire du fichier central territorial ;
- 2° Adresser une copie de la carte au gestionnaire du fichier central territorial dans les huit jours suivant l'importation ;
- 3° Informer le propriétaire d'avoir à se mettre en contact avec le gestionnaire du fichier central territorial afin d'apporter les éventuelles modifications aux informations portées sur la carte ;
- 4° En conserver une copie pendant au moins trois ans.

Art. 22.— (alinéa remplacé, Ar n° 1099 CM du 8/12/2005, art. 1^{er}) Par dérogation aux articles 13 et 14 du présent arrêté, les dispositions du présent article sont applicables dans les îles où il n'est pas constaté la présence régulière d'un vétérinaire ou d'une personne habilitée à procéder à l'identification des carnivores domestiques conformément aux articles 10 et 11 du même arrêté.

(alinéa inséré, Ar n° 1099 CM du 8/12/2005, art. 1^{er}) Par dérogation aux articles 13 et 14 et à titre de mesure transitoire, les dispositions du présent article sont également applicables jusqu'au 1er janvier 2007 dans toutes les îles autres que celles répondant aux critères fixés à l'alinéa ci-avant.

L'identification obligatoire des chiens et chats peut être remplacée par le port d'un collier, notamment s'ils font l'objet d'une cession à titre gratuit ou onéreux ou d'un transfert inter îles. Le collier doit être fait d'un matériau qui ne soit pas de nature à provoquer des blessures ou des souffrances. L'utilisation de fil de fer, de métal coupant et d'élastique, est prohibée.

Le nom et l'adresse du propriétaire sont, soit gravés sur une plaque ou une médaille faite d'un matériau résistant, soit inscrits sur un support enfermé dans une capsule fermée hermétiquement. La plaque, médaille ou capsule doit être solidement fixée au collier.

Les chiens et les chats sevrés détenus dans un établissement, dans un lieu de présentation au public d'animaux (marchés, halles, foires, brocantes, salons, expositions et autres) ou faisant l'objet d'une certification vétérinaire ne peuvent bénéficier de cette dérogation et restent soumis à l'obligation d'identification.

TITRE IV *Dispositions pénales*

Art. 23.— Le contrôle de l'identification des carnivores domestiques est effectué par les vétérinaires et les agents assermentés au service du développement rural, les agents du service des douanes, les agents de la force publique, les agents des services de secours contre l'incendie, les vétérinaires praticiens et les employés des fourrières.

Art. 24.— Sont habilités à constater les infractions aux dispositions du présent arrêté les agents assermentés du service du développement rural, les agents du service des douanes, les agents de la force publique et les officiers de police judiciaire.

Art. 25.— Sera punie de la peine d'amende prévue par le code de procédure pénale pour les contraventions de la 2e classe, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 10, 14, 15, 16, 17 (1° et 2°) et 19.

Art. 26.— Sera punie de la peine d'amende prévue par le code de procédure pénale pour les contraventions de la 1re classe, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 13, 18 et 20.

Art. 27.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2004.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Frédéric RIVETA.

ANNEXE I

*Information portées sur la carte d'identification
des carnivores domestiques et au fichier central territorial***I - Caractéristiques de l'animal**

1 - Espèce ; 2 - Type racial ; 2.1 – Catégorie ; 3 - Robe ; 4 - Sexe ; 5 - Poil ; 6 - Nom de l'animal ; 7 - Date de naissance ; 8 - Type d'identification (insert ou tatouage) ; 9 - Emplacement ; 10 - Numéro(s) d'identification ; 11 - Nom et adresse du vétérinaire ayant réalisé l'identification ; 12 - Signature et cachet du vétérinaire ayant réalisé l'identification.

I - Propriétaire

13 - Nom, adresse et numéro(s) de téléphone du propriétaire ; 14 - Accord de communication des informations portées sur la carte à un tiers dans le but de permettre au propriétaire de retrouver son animal ; 15 - Déclaration de changement d'adresse d'un propriétaire ; 16 - Déclaration de cession de l'animal ; 17 - Date de cession ; 18 - Nom, adresse et numéro(s) de téléphone du nouveau propriétaire ; 19 - Accord de communication des informations portées sur la carte à un tiers dans le but de permettre au nouveau propriétaire de retrouver son animal ; 20 - Signature de l'ancien propriétaire ; 21 - Signature du nouveau propriétaire ; 22 - Date de décès de l'animal.

III - Gestionnaire du fichier central territorial

23 - Nom et adresse du gestionnaire du fichier central.

TEXTE 7

4186

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

10 Septembre 2009

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu l'arrêté n° HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L. 211-11 et suivants du code rural, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 48 CM du 9 janvier 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial ;

Vu l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 septembre 2009,

Arrête :

Titre Ier - Dispositions générales

Article 1er.— Le présent arrêté s'applique à l'ensemble des carnivores domestiques quel qu'en soit l'usage et à tout animal détenu ou destiné à être détenu par l'Homme pour son agrément, y compris les équidés, désignés par la suite sous le terme "animaux", sans préjudice des dispositions particulières relatives aux mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux.

Art. 2.— Sont exclus du présent dispositif les animaux appartenant au ministère de la défense et ceux, de toute origine, qui séjournent de manière permanente ou occasionnelle à l'intérieur des enceintes militaires.

Art. 3.— Définitions

1 - Au sens du présent arrêté, on entend par locaux où se pratiquent de façon habituelle :

modifié par arrêté 1382 du 12/08/2010

ARRETE n° 1469 CM du 3 septembre 2009 relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie.

NOH : SDR0901486AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage et du développement forestier,

- a) L'élevage en vue de la vente : les locaux utilisés pour la reproduction et l'entretien des animaux dont la vente est réalisée directement par l'éleveur, sur place ou non. On entend par élevage des animaux, l'activité consistant à détenir des femelles reproductrices dont les produits sont régulièrement destinés à la vente ou pour les mammifères, dont au moins deux portées par an donnent lieu à une vente ;
- b) La commercialisation : les locaux utilisés pour la vente des animaux qui n'ont pas été élevés sur place ;
- c) Le toilettage : les locaux utilisés pour la réalisation de soins esthétiques sur les chiens ou les chats ;
- d) Le transit : les locaux utilisés pour l'hébergement temporaire des animaux de passage, tels que les refuges d'associations de protection des animaux, les fourrières, les locaux des sociétés de dressage ou de location d'animaux ;
- e) La garde : les locaux utilisés pour l'hébergement temporaire des animaux placés provisoirement par leur propriétaire ou son représentant sous la surveillance du responsable desdits locaux.

2 - On entend par refuge un établissement à but non lucratif géré par une fondation ou une association de protection des animaux, accueillant et prenant en charge des animaux, soit en provenance d'une fourrière à l'issue des délais de garde réglementaires, soit donnés par leur propriétaire.

Art. 4.— Les animaux doivent être maintenus en bon état de santé et d'entretien. L'élevage, la garde ou la détention de ces animaux, ne doit entraîner, en fonction de ses caractéristiques génotypiques ou phénotypiques, aucune souffrance évitable, ni aucun effet néfaste sur sa santé.

Il est interdit :

- 1° De priver ces animaux de la nourriture ou de l'abreuvement nécessaires à la satisfaction des besoins physiologiques propres à leur espèce et à leur degré de développement, d'adaptation ou de domestication. Les propriétaires, gardiens ou détenteurs de tous animaux doivent mettre à la disposition de ceux-ci une nourriture suffisamment saine, équilibrée et abondante pour les maintenir en bon état de santé, au moins une fois par jour pour les adultes et deux fois par jour pour les jeunes imputèbles. Une réserve d'eau fraîche fréquemment renouvelée, au moins une fois par jour, doit être constamment tenue à leur disposition dans un récipient maintenu propre ;
- 2° De les laisser sans soins en cas de maladie ou de blessure ;
- 3° De les placer et de les maintenir dans un habitat ou un environnement susceptible d'être, en raison de son exigüité, de sa situation inappropriée aux conditions climatiques supportables par l'espèce considérée ou de l'inadaptation des matériels, installations ou agencements utilisés, une cause de souffrances, de blessures ou d'accidents. Un espace suffisant, convenablement éclairé et aéré et un abri contre les intempéries doivent leur être réservés en toutes circonstances ;
- 4° D'utiliser, sauf en cas de nécessité absolue, des dispositifs d'attache ou de contention ainsi que de clôtures, des cages ou plus généralement tout mode de détention inadaptés à l'espèce considérée ou de nature à provoquer des blessures ou des souffrances.

Si, du fait de mauvais traitements ou d'absence de soins, des animaux sont trouvés gravement malades ou blessés ou en état de misère physiologique, le chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire du service du développement rural (DQAAV) prend les mesures nécessaires pour que la souffrance des animaux soit réduite au minimum ; il peut ordonner l'abattage ou la mise à mort éventuellement sur place. Les frais entraînés par la mise en œuvre de ces mesures sont à la charge du propriétaire.

Titre II - Demande d'agrément

Art. 5.— Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les locaux visés au point 1° de l'article 3 ci-dessus, doivent avoir fait l'objet d'une demande d'agrément délivrée par le ministre en charge de l'agriculture auprès du chef du DQAAV au moins trente jours avant leur mise en service.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

- 1° Le plan d'ensemble de l'établissement ;
- 2° La description détaillée des locaux ou des installations fixes ou mobiles de l'établissement et leur capacité d'hébergement ;
- 3° La description des aménagements permettant d'assurer la salubrité et l'hygiène des locaux ou des installations ;
- 4° La description des aménagements permettant d'assurer la protection des animaux contre des animaux dangereux de même espèce ou d'autres espèces naturellement hostiles ;
- 5° La description des agencements relatifs à l'approvisionnement en eau propre, à l'éclairage et à la ventilation des locaux ou des installations ;
- 6° Eventuellement, et compte tenu de l'importance de l'établissement ou de la nature de son activité, la description des installations vétérinaires permettant d'assurer des soins médicaux ou chirurgicaux aux animaux ;
- 7° Pour les établissements de toilettage, la description des installations permettant d'assurer les soins esthétiques et de propreté des animaux.

Cette demande d'agrément est imprimée selon le modèle fixé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 6.— La demande d'agrément doit être renouvelée dans les conditions précitées à chaque changement d'exploitant ou lors de modification dans la nature de l'activité ou lors de toute modification affectant de façon substantielle les conditions d'hébergement des animaux.

Art. 7.— A chaque demande d'agrément, un vétérinaire officiel du DQAAV instruit le dossier dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier. Il vérifie la conformité des installations avec les dispositions du présent arrêté, notamment, sur la base d'une attestation d'un agent compétent de l'administration de la Polynésie française, ou par une visite *in situ*.

Si les locaux répondent à ces prescriptions, le ministre chargé de l'agriculture délivre au demandeur un agrément détaillant les types d'animaux pour lesquels il est accordé, ainsi qu'un numéro d'agrément par arrêté publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au déclarant.

Dans le cas contraire, le ministre chargé de l'agriculture notifie au pétitionnaire une décision de refus motivée.

Sur le rapport du chef du DQAAV, lorsque des manquements aux dispositions du présent arrêté ont été constatés, le ministre chargé de l'agriculture procède soit à la suspension, soit au retrait de l'agrément dans les mêmes conditions.

Art. 8. — Les responsables des locaux en activité avant la publication du présent arrêté veillent à se mettre en conformité et adressent une demande d'agrément dans les conditions précitées dans les six mois suivant la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les établissements doivent être mis en conformité dans un délai de deux ans après la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Titre III - Dispositions particulières

Art. 9. — Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les conditions d'aménagement et de fonctionnement des locaux dans lesquels sont détenus des animaux doivent être conformes aux dispositions prévues par le présent arrêté.

Art. 10. — Animaux détenus dans un enclos

- 1° Les chiens de garde et d'une manière générale tous les animaux détenus dans un enclos y compris les animaux laissés sur le balcon des appartements doivent pouvoir accéder en permanence à un abri destiné à les protéger des intempéries ; *
- 2° Toutes dispositions doivent être prises afin que les animaux n'aient pas à souffrir de l'humidité et de la température ;
- 3° Les abris doivent être suffisamment aérés. Les surfaces d'ébats des animaux doivent être suffisamment éclairées ;
- 4° L'abri et le sol doivent être tenus constamment en parfait état d'entretien et de propreté : ils doivent être désinsectisés et désinfectés convenablement. Les excréments doivent être enlevés tous les jours ;
- 5° Devant l'abri, il est exigé une surface adaptée à la taille de l'animal en matériau dur et imperméable ou en caillebotis pour éviter que l'animal, lorsqu'il se tient hors de son abri, ne piétine dans la boue. L'animal doit pouvoir s'y tenir en entier et y effectuer un tour sur lui-même. Cette surface doit être pourvue d'une pente suffisante pour l'évacuation des urines et des eaux pluviales. Les caillebotis doivent être tels qu'ils ne puissent blesser l'animal, notamment les extrémités des pattes.

Art. 11. — Animaux tenus à l'attache

- 1° Les animaux tenus à l'attache doivent pouvoir accéder en permanence à un abri répondant aux critères fixés à l'article 10
- 2° L'attache doit être pratiquée selon un dispositif tel qu'il empêche l'enroulement, la torsion anormale et par conséquent, l'immobilisation de l'animal ;
- 3° En outre, pour les chiens :
 - a) Le collier et la chaîne doivent être proportionnés à la taille et à la force de l'animal, ne pas avoir un poids excessif et ne pas entraver ses mouvements ;

- b) Les animaux ne peuvent être mis à l'attache qu'à l'aide d'une chaîne assurant la sécurité de l'attache pour les visiteurs et coulissant sur un câble horizontal. En aucun cas, le collier ne doit être constitué par la chaîne d'attache elle-même ni par un collier de force ou étrangleur ;
- c) La longueur de la chaîne ne peut être inférieure à 2,50 mètres pour les chaînes coulissantes et 3 mètres pour les chaînes insérées à tout autre dispositif d'attache prévu ci-dessus ;
- d) La hauteur du câble porteur de la chaîne coulissante doit toujours permettre à l'animal d'évoluer librement et de pouvoir se coucher.

Art. 12. — Animaux détenus en chenil

- 1° Les locaux d'hébergement doivent être appropriés à la taille des animaux, et doivent comporter une zone ombragée. Pour les chiens et les chats, ils ne doivent pas avoir une surface inférieure à 5 mètres carrés pour les chiens et 2 mètres carrés comprenant une plate-forme en hauteur pour les chats ; et la clôture ne devra pas avoir une hauteur inférieure à 2 mètres. Les chats devront avoir à leur disposition un griffoir ;
- 2° Les abris, les enclos et les surfaces d'ébats doivent toujours être maintenus en bon état de propreté ;
- 3° Le sol doit être en matériau dur et, s'il est imperméable, muni de pentes appropriées pour l'écoulement des liquides. L'évacuation des excréments doit être effectuée quotidiennement. Les locaux doivent être désinfectés et désinsectisés convenablement ;
- 4° La mise en place d'un chenil est obligatoire dès lors que sont détenus simultanément en un même lieu plus de neuf chiens de plus de six mois.

Art. 13. — Animaux détenus temporairement dans un véhicule

- 1° Aucun animal ne doit être enfermé dans les coffres de voitures sans qu'un système approprié n'assure une aération efficace, aussi bien à l'arrêt qu'en marche ; les gaz d'échappement, en particulier, ne doivent pas risquer d'intoxiquer l'animal ;
- 2° Lorsqu'un animal demeure à l'intérieur d'un véhicule en stationnement prolongé, toutes dispositions doivent être prises pour que l'animal ait assez d'air pur pour ne pas être incommodé. Le stationnement ne doit pas excéder 2 heures. Le véhicule doit être immobilisé dans un endroit ombragé.

Art. 14. — Animaux détenus moins de 24 heures ou dans des installations temporaires

Sont considérées comme temporaires les installations dont la durée d'existence est inférieure à 15 jours.

- 1° La tenue des manifestations destinées à la présentation au public ou à la vente d'animaux est subordonnée à la surveillance exercée par au moins un vétérinaire. Ce vétérinaire, désigné et rémunéré par l'organisateur, est notamment chargé de la surveillance :

- a) Des documents d'accompagnement des animaux, qui comportent en particulier les informations sur leur origine ;
- b) du respect de l'identification des animaux ;
- c) du respect de l'état sanitaire et du bien-être des animaux.

* : "Par dérogation, pour les équins détenus dans des enclos de plus de 3 000 mètres carrés, la présence d'un abri n'est pas exigée dans la mesure où les animaux peuvent disposer d'un ombrage naturel entre 8 heures et 16 heures ;".

- 2° Il est interdit d'exposer dans les vitrines des magasins ou autres lieux, des animaux vivants, y compris oiseaux, hamsters, souris, poussins, etc., destinés notamment à la vente, sans que toutes dispositions soient prises, grâce à tout dispositif efficace, pour éviter à ces animaux une exposition prolongée au soleil, à la chaleur ou au froid excessifs, une aération insuffisante, un éclairage excessif ou prolongé. L'éclairage doit être éteint au plus tard à l'heure de fermeture de l'établissement à l'exception des locaux spécialement aménagés pour la présentation des animaux nocturnes ;
- 3° Les dimensions de l'habitat doivent permettre aux animaux d'évoluer librement sauf pour les bovins et les chevaux tenus à l'attache ;
- 4° Les animaux doivent être convenablement isolés du public pour que celui-ci ne puisse pas les troubler ou porter atteinte à leur état de santé ;
- 5° Toutes dispositions doivent être prises durant tout le temps du séjour dans l'établissement, pour assurer aux animaux des conditions acceptables d'abri, de litière, de température, d'humidité, d'aération, de nourriture et d'abreuvement ;
- 6° Dans les établissements pratiquant le toilettage, les règles d'hygiène doivent être observées au cours des opérations de toilettage. Les poils et les balayures doivent être recueillis après chaque toilettage et placés dans un récipient étanche muni d'un couvercle, vidé aussi souvent que nécessaire. Les objets et matériels employés pour les soins esthétiques et les soins de propreté des animaux doivent être entretenus de manière à ne pas être une cause de transmission de maladies contagieuses ou parasitaires.

Art. 15. — *Animaux détenus dans des locaux d'élevage en vue de la vente, de la commercialisation, du transit ou de la garde des animaux*

- 1° L'identification des animaux doit être réalisée à la diligence de leur propriétaire pour les chiens et chats préalablement à l'entrée des animaux dans les locaux décrits à l'article 3 ci-dessus. L'identification par tatouage ou tout autre procédé agréé par le ministre chargé de l'agriculture est obligatoire pour tous les chiens et chats non déjà régulièrement identifiés qui transitent par des locaux visés au 1° de l'article 3 ci-dessus. Elle est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par l'arrêté n° 48 CM du 9 janvier 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial. Les frais inhérents à cette intervention sont à la charge des propriétaires ;
- 2° Toutes dispositions efficaces doivent être prises pour éviter la fuite des animaux, pour lutter contre les parasites, les insectes et les rongeurs et pour s'opposer à la propagation des bruits et des odeurs ;
- 3° Les locaux d'hébergement des animaux :
- Doivent être appropriés à la taille des animaux, et doivent comporter une zone ombragée. Pour les chiens et les chats, ils ne doivent pas avoir une surface inférieure à 5 mètres carrés pour les chiens et 2 mètres carrés comprenant une plate-forme en hauteur pour les chats et la clôture ne devra pas avoir une hauteur inférieure à 2 mètres. Les chats devront avoir à leur disposition un griffoir ;
 - Les plafonds et les murs doivent être en matériaux résistants et offrir une surface étanche et facilement lavable et désinfectable. Le sol doit être uniforme, imperméable, avec une surface non glissante et facile à laver pouvant supporter les chocs et le déplacement

de tout équipement mobile ; il doit avoir une pente suffisante et au minimum de 3 pour 100 pour assurer l'écoulement facile des liquides, déjections et eaux de lavage vers un orifice d'évacuation ;

- Doivent être aérés efficacement de façon permanente. Toutes les mesures doivent être prises pour éviter les phénomènes de condensation sur les parois en assurant une ventilation convenable des locaux, sans courant d'air. Ils doivent être maintenus à une température et une hygrométrie ambiantes adaptées à la race et à l'âge de l'animal ;
 - Doivent disposer d'un éclairage naturel ou artificiel adéquat pour satisfaire aux exigences biologiques et comportementales des animaux ;
 - Dans les installations munies de systèmes automatiques, notamment de ventilation, des dispositifs de surveillance et d'alarme doivent avertir le personnel en cas de panne ou de dérèglement nuisibles au bien-être des animaux. Des dispositifs de secours ou des procédures d'urgence doivent être prévus afin de préserver la vie des animaux dans tous les cas de panne des équipements nécessaires à leur bien-être. L'ensemble de ces installations et dispositifs doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers. Des instructions claires concernant les dispositions à prendre en cas d'urgence doivent être affichées bien en vue ;
 - Le cas échéant, doivent être pourvus d'une litière saine et sèche laquelle doit être changée aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par jour, pour maintenir la propreté et le bien-être des animaux ;
 - Doivent être lavés, désinfectés et désodorisés chaque jour. Ces dispositions s'appliquent également à toutes les installations fixes ou mobiles où sont situés les animaux, notamment les niches et les cages.
- 4° Tous les locaux autres que les locaux accueillant des animaux ou destinés à la préparation de leur nourriture et leur abreuvement ainsi que toutes les installations fixes ou mobiles doivent être maintenus en parfait état d'entretien et de propreté. Ils doivent être désinsectisés au moins une fois par mois, dératés au moins une fois par an et désinfectés autant que nécessaire et au moins deux fois par an ;
- 5° Lorsque les animaux sont placés dans des niches ou des cages, celles-ci doivent être construites en matériaux durs, résistants aux chocs, ne présentant aucun risque pour l'animal, faciles à nettoyer et à désinfecter. Elles doivent en outre, permettre aux animaux de se tenir debout la tête droite, de se déplacer et de se coucher facilement ;
- 6° Les locaux d'hébergement et les équipements destinés à attacher les animaux doivent être construits et entretenus de telle sorte qu'il n'y ait pas de bords tranchants ou de saillies susceptibles de blesser les animaux ;
- 7° Le matériel mobile inutilisé doit être entreposé dans un local annexe après avoir été parfaitement lavé, nettoyé et désinfecté ;
- 8° Les objets et matériels employés pour les soins esthétiques et les soins de propreté des animaux doivent être entretenus de manière à ne pas être une cause de transmission de maladies transmissibles ou parasitaires ;
- 9° Le responsable des locaux doit établir, en collaboration avec un vétérinaire, un règlement sanitaire régissant les conditions de fonctionnement desdits locaux afin de préserver la santé et le bien-être des animaux en

- fonction de leur espèce, ainsi que la santé et l'hygiène du personnel. Le personnel est informé du règlement et en atteste par écrit lors de son recrutement ;
- 10° Le responsable des locaux doit faire assurer par un vétérinaire de son choix la surveillance sanitaire régulière des animaux dont il a la responsabilité et fait procéder à ses frais, au moins une fois par an, à une visite des locaux. Ce vétérinaire est tenu informé sans délai de toute mortalité anormale ou de toute morbidité répétée des animaux. Il propose, le cas échéant, lors de ses visites annuelles, par écrit la modification du règlement sanitaire. Le compte-rendu de ses visites ainsi que ses propositions sont portés sur le registre de suivi sanitaire et de santé prévu au point 12°.
- 11° Les animaux malades ou blessés doivent être détenus dans des locaux sanitaires séparés et spécialement aménagés. Ils doivent y être maintenus strictement isolés des animaux en bonne santé, jusqu'à leur guérison complète, leur mort ou leur restitution à leur propriétaire. Ils ne doivent pas être exposés au public ;
- 12° Les responsables des locaux ne peuvent accueillir des animaux atteints d'une maladie transmissible des animaux à déclaration obligatoire établie par l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration. En cas de constatation sur un animal hébergé dans les locaux de l'une de ces maladies, l'animal doit être retiré immédiatement du lieu de vente, isolé et traité en application de la réglementation en vigueur. La mention de ce retrait devra être indiquée sur le registre prévu au point 14°.
- 13° Les cadavres des animaux doivent être enlevés des locaux, des installations fixes ou mobiles ainsi que des autres emplacements des locaux dans les 24 heures qui suivent la mort des animaux. La destruction peut en être temporairement différée sous réserve de stockage dans un congélateur réservé exclusivement à cet effet à une température inférieure à - 10° C.
- 14° Les responsables des locaux doivent tenir à jour un registre sur lequel seront consignés les renseignements relatifs à l'état de santé des animaux et aux interventions éventuelles du ou des vétérinaires attachés à l'établissement, les autopsies pratiquées et les causes de mortalité.

Le registre, qui doit être conservé pendant trois années à compter de la dernière inscription qui y a été portée, sera présenté à toutes les réquisitions des agents de contrôle.

- a) Le registre doit être coté, tenu sans blanc, ni rature, ni surcharge et indiquer au fur et à mesure les entrées et les sorties, les naissances et les morts. Toutes les données figurant dans ce registre doivent être enregistrées directement de façon indélébile. Les corrections éventuelles doivent être entrées séparément en indiquant la raison de la modification ;
- b) Tout volume du registre portant mention d'un animal vivant présent dans les locaux devra être conservé dans les locaux pendant trois ans après la sortie de cet animal ;
- c) Pour chaque entrée d'un animal, il conviendra d'indiquer immédiatement sur le registre la date d'entrée, la provenance et, dans le cas d'une importation, mention de cette importation avec la référence de la dérogation sanitaire éventuelle ;

- d) Pour chaque naissance d'un animal dans les locaux, il conviendra d'indiquer immédiatement sur le registre les références généalogiques et la date de naissance ;
- e) Pour chaque animal présent dans les locaux, le registre doit comporter une mention permettant son identification, notamment l'espèce, la race, le sexe, la date de naissance si elle est connue ou l'âge au moment de l'inscription, le numéro d'immatriculation correspondant au tatouage ou à tout autre procédé de marquage de l'animal agréé par le ministère chargé de l'agriculture et éventuellement tout signe particulier ;
- f) Pour chaque sortie d'un animal, il conviendra d'indiquer immédiatement sur le registre la date et le motif de la sortie, ainsi que l'identité et l'adresse du destinataire. Pour les animaux nés dans l'établissement et qui sont identifiés au moment de la vente, le numéro d'immatriculation correspondant au tatouage ou à tout autre procédé de marquage de l'animal agréé par le ministère chargé de l'agriculture qui leur est attribué doit être reporté sur ce registre ;
- h) Pour chaque animal mort, il conviendra d'indiquer immédiatement sur le registre la date et la cause de la mort.

Art. 16.— Les locaux visés au point 1° de l'article 3 ci-dessus sont soumis à l'inspection du vétérinaire officiel ou de tout vétérinaire dûment mandaté. A cet effet, tous propriétaires, locataires ou exploitants, ainsi que tous régisseurs ou préposés à la garde et à la surveillance de ces établissements, sont tenus de laisser pénétrer le vétérinaire officiel ou tout vétérinaire dûment mandaté en vue d'y faire telles constatations qu'il juge nécessaires et de faciliter son inspection. Les frais inhérents à l'inspection sont à la charge de l'exploitant.

Art. 17.— Le vétérinaire officiel ou tout vétérinaire dûment mandaté, au cas où il trouve les locaux insalubres établit un procès-verbal et y indique les mesures à prendre. Le procès-verbal est notifié à l'intéressé. En cas d'inexécution, il adresse un rapport au chef du DQAAV qui le communique au ministre chargé de l'agriculture.

Titre IV - Dispositions pénales

Art. 18.— Le fait de ne pas respecter les mesures prescrites par le présent arrêté est puni conformément aux dispositions de la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Titre V - Dispositions finales

Art. 19.— Au point I de l'annexe I de l'arrêté n° 48 CM du 9 janvier 2004 modifié relatif à l'identification des carnivores domestiques et la création d'un fichier central territorial, à la suite des mots : "2 - Type racial ;" sont insérés les mots suivants : "2.1 - Catégorie ;".

Art. 20.— Le ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage et du développement forestier, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 septembre 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie rurale,
Frédéric RIVETA.

ANNEXE 1 :**DEMANDE D'AGREMENT POUR LES ETABLISSEMENTS HÉBERGEANT
DES CARNIVORES DOMESTIQUES ET DES ANIMAUX DE COMPAGNIE**

Demande à adresser au département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire (DQAAV) du service du développement rural (SDR) BP100 - 98713 Papeete.

Il est délivré un récépissé de chaque demande

A. IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

Nom et prénoms ou dénomination :

Adresse :

Téléphone :

Nom et prénoms de l'exploitant :

n°TAHITI :

Capacité maximale d'hébergement (nombre par espèce) :

Date de la dernière demande, en cas de renouvellement :

Cette demande d'agrément doit être renouvelée à chaque changement d'exploitant ou lors de modification dans la nature de l'activité ou lors de toute modification affectant de façon substantielle les conditions d'hébergement des animaux.

B. ACTIVITE(S) DE L'ETABLISSEMENT

☐ élevage en vue de la vente

☐ commercialisation

☐ toilettage

☐ location d'animaux

☐ dressage

☐ autre (préciser) :

☐ fourrière

☐ refuge

☐ garde

☐ station de quarantaine

C. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Compléter le verso.

Cette demande d'agrément doit être accompagnée d'un plan d'ensemble de l'établissement au 1/200e minimum, précisant l'affectation des différents locaux.

Le

A

Signature du demandeur et cachet de l'établissement

La loi n°78 - 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du département DQAAV.

Description des :

- **locaux**, en indiquant leur capacité d'hébergement (locaux d'hébergement / locaux de maternité / locaux sanitaires / cours d'exercice / locaux d'exposition / cuisine / resserre des aliments / dépôt des cadavres / autres locaux)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- **installations fixes ou mobiles**, en indiquant leur capacité d'hébergement (cages / niches / installations vétérinaires permettant d'assurer les soins médicaux ou chirurgicaux aux animaux / installations permettant d'assurer les soins esthétiques et de propreté des animaux pour les établissements de toilettage / autres installations)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- **aménagements et agencements** (aménagements permettant d'assurer la protection des animaux contre des animaux dangereux de même espèce ou d'autres espèces naturellement hostiles, ainsi que la salubrité et l'hygiène des locaux ou des installations / eau potable / évacuation des eaux usées / éclairage / ventilation / chauffage / insonorisation des bâtiments / protections contre les insectes et les rongeurs / autres agencements).

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

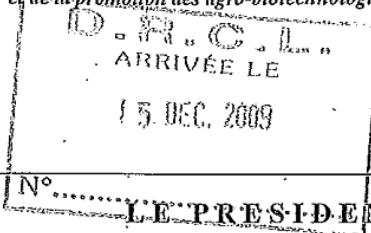
.....

.....

TEXTE 8



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE RURALE,
en charge de l'agriculture, de l'élevage, des forêts
et de la promotion des agro-biotechnologies



GOUVERNEMENT DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE N° 2297 / CM du
(NOR : SDR0903253AC)

15 DEC. 2009

relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste
en vue de réaliser l'évaluation comportementale des chiens
dans le cadre de l'article L. 211-12-1 du code rural.

N° LE PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la promotion des agro-biotechnologies ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465/PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu l'arrêté HC 1636 DRCL du 4 décembre 2008 pris pour l'application en Polynésie française des articles L. 211-11 et suivants du code rural, issus de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1^{er} février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 DEC. 2009

Ampliations :

PR	1
VP	1
SGG	1
IGA	1
REG	1
SCM	1
MAA	3
SDR	1
JOPF	1

ARRETE

Article 1er. - Tout vétérinaire exerçant en Polynésie française peut être inscrit sur une liste telle que mentionnée à l'article L. 211-14-1 du code rural.

Pour figurer sur cette liste, le vétérinaire dépose une demande écrite auprès du chef du service en charge de l'agriculture.

Article 2. - La demande doit comporter :

1°) l'identité, l'adresse professionnelle et les coordonnées téléphoniques du praticien ;

2°) la copie du diplôme, certificat ou titre de vétérinaire du praticien ;

3°) le cas échéant, la copie du diplôme de docteur vétérinaire comportementaliste des écoles vétérinaires françaises ou d'un diplôme équivalent délivré par un Etat membre de la Communauté européenne ou tout autre diplôme autorisé par la réglementation en vigueur.

Trans. (avec AR) :

HC	1
----	---

Article 3. - La liste fait l'objet d'un arrêté du ministre en charge de l'agriculture. Elle mentionne l'identité, l'adresse professionnelle et les coordonnées téléphoniques du vétérinaire praticien ainsi que, le cas échéant, le diplôme de vétérinaire comportementaliste. Elle fait l'objet d'une mise à jour par le service en charge de l'agriculture afin de tenir compte des changements d'activité des vétérinaires inscrits et des nouvelles demandes.

Article 4. - La liste doit être conservée au service en charge de l'agriculture. Elle est tenue à disposition du Haut-commissaire de la République ainsi que des maires des communes.

Article 5. - Le propriétaire ou le détenteur du chien choisit le vétérinaire de son choix pour réaliser l'évaluation comportementale.

Article 6. - Le ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la promotion des agro-biotechnologies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 DEC. 2009

Par le Président de la Polynésie française

Gaston TONG SANG

Le ministre
de l'économie rurale,
*en charge de l'agriculture, de l'élevage, des forêts
et de la promotion des agro-biotechnologies*

Frédéric RIVETA

Pour Ampliation.
Pour Le Secrétaire Général du Gouvernement
et par Délegation

